

Un long chemin reste à parcourir pour réduire l'écart entre les alternatives locales et les dispositifs des institutions. Il existe pourtant d'innombrables exemples de programmes municipaux impulsés par des citoyens ou des associations qui se sont révélés particulièrement pertinents.

David Bodinier

L. A. C. - n° 260 | **Démocratie, pratiques locales, enjeu de société** | 2011

Démocratie, pratiques locales, enjeu de société

Élue pour agir ici et maintenant

Jeunes en politique

Le pacte civique, un appel

ÉDITORIAL	
Marie-Odile PONTIER	1
Parcours d'une candidate aux cantonales	
Monique MARTINET	5
Être un élu dans la minorité	
Jacques POISSON	9
Élue pour agir ici et maintenant	
Mathilde MAGE	13
Président d'un Conseil de quartier	
Michel DESBRUYÈRES	17
Engagement citoyen et municipalité	
Jacques et Françoise CORSET	23
EN LIBRAIRIE	
<i>Où est ton Dieu?</i>	30
Le pacte civique	
J-B de FOUCAULD et J-C DEVÈZE	31
Livres reçus à la Rédaction	
de la Lettre aux Communautés	36
La politique, une bonne nouvelle	
Amélie ROUAULT et Guillaume DEMONCHY	37
Pourquoi m'être engagé ?	
Antoine CARETTE	41
Le long chemin de la démocratie locale	
David BODINIER	45
Rendez à César ce qui est à César...	
Malou LE BARS	53
EN LIBRAIRIE	
<i>Que ferait Saul Alinsky?</i>	58
SOURCES	
Jean-Marie PLOUX	59
UN LIVRE - UN AUTEUR	
<i>Vers la sobriété heureuse</i>	63

Communauté Mission de France

La "LETTRE AUX COMMUNAUTÉS", revue bimensuelle de la Communauté Mission de France, est un lieu d'échanges et de communication entre les équipes et tous ceux, laïcs, prêtres, diacres, religieux et religieuses, qui sont engagés dans la recherche missionnaire de l'Église, en France et en d'autres pays.

Elle porte une attention particulière aux diverses mutations qui, aujourd'hui, transforment les données de la vie des hommes et la carte du monde. Elle veut contribuer aux dialogues d'Église à Église en sorte que l'Évangile ne demeure pas sous le boiseau à l'heure de la rencontre des civilisations.

Les documents qu'elle publie sont d'origines diverses : témoignages personnels, travaux d'équipe ou de groupe, études théologiques ou autres, réflexions sur les événements... Toutes ces contributions procèdent d'une même volonté de confrontation loyale avec les situations et les courants de pensée qui interpellent notre foi. Elles veulent être une participation active à l'effort qui mobilise aujourd'hui le peuple de Dieu pour comprendre, vivre et annoncer que la foi au Christ donne sens à l'avenir de l'homme. ■

Lettre aux Communautés

Communauté Mission de France - BP 101 - 3 rue de la Pointe - 94171 Le Perreux-sur-Marne CEDEX.

Tél : 01 43 24 95 95 - Fax : 01 43 24 79 55 - Courriel : mdf@club-internet.fr - Site : www.mission-de-france.com

Directeur gérant	: Dominique FONTAINE
Responsable	: Danièle COURTOIS
Comité de rédaction	: Pierre CHAMARD-BOIS, Danièle COURTOIS, Dominique DEVISSE, Dominique FONTAINE, Pierre GERMAIN, Michel GROLLEAUD, Bernard MICHOLLET, Yves PETITON, Marie-Odile PONTIER, Christelle SEGUENOT
Maquettiste	: Maroussia VALIN
Relecture	: Michel GROLLEAUD
Abonnements	: Secrétariat
Photos	: Communauté Mission de France

Abonnements (5 numéros par an) France et étranger : Abonnement ordinaire : 32 € – Abonnement de soutien : 38 €
Le numéro : 7,00 €

Nous consulter pour les envois par avion ou sous pli cacheté.

Pour tout changement d'adresse, envoyer la dernière bande et 2 timbres à 0,58 €.



Le soulèvement des peuples arabes a sans doute réveillé en beaucoup d'européens une certaine conscience politique. Prendre conscience que d'autres types de régimes politiques plus dictatoriaux existent en mains endroits de la planète et que la France n'est pas à l'abri d'un revers politique oblige à s'intéresser de plus près à ce qui permet à une démocratie¹ d'exister et de durer. Pour autant, il ne faut pas oublier que si la démocratie est née en Grèce au VI^{ème} siècle avant Jésus-Christ, ce sont les États-Unis d'Amérique qui en 1788 sont considérés comme la première démocratie libérale avec des principes de liberté et d'égalité devant la loi qui s'opposaient aux régimes aristocratiques. La France a suivi de près avec la Révolution de 1789. Si cette impulsion démocratique semble aujourd'hui gagner davantage la planète, elle est d'une certaine manière à inventer par chaque culture, l'occident étant désormais invité à partager et à dialoguer dans la reconnaissance de la richesse des différences culturelles. S'il y a quelque chose d'universel dans les principes démocratiques, il est essentiel de se rendre compte que cela n'est ni directement visible, ni accessible, ni compréhensible par tous de la même manière.

Ce numéro a été en partie pensé et préparé par les membres du Réseau Élus-Citoyens de la Mission de France. En-

¹ La démocratie est le régime politique ou, plus largement, un corpus de principes philosophiques et politiques, dans lequel le peuple est souverain et élit les gouvernants.

gagés dans la vie municipale, comme élus, maire-adjoint ou président d'un conseil de quartier, ils croient que la démocratie passe tout d'abord par des pratiques locales, au service d'un vivre ensemble toujours à ré-inventer. C'est ce dont témoignent Monique Martinet, Jacques Poisson, Mathilde Mage et Michel Desbruyères.

Du côté d'Ivry sur Seine, Jacques et Françoise Corset racontent comment de nombreux projets d'aide aux plus démunis ont vu le jour grâce, au départ, à la responsabilisation de quelques personnes de différentes convictions et d'une mairie qui accepte de s'en rendre partenaire. Ils se sentent ainsi chrétiens de plein vent.

À un niveau plus global, la proposition d'un pacte civique, présentée par Jean-Baptiste de Foucauld et Jean-Claude Devèze, est un appel à penser, à agir et à vivre autrement en démocratie. C'est un appel à s'engager personnellement et collectivement dans des manières de vivre qui soient « bonnes nouvelles » pour tous, avec la visée d'interpeller les candidats aux élections présidentielles de 2012.

En écho à ces forts engagements d'hommes et de femmes d'expériences, des jeunes, plus nombreux qu'on ne le pense généralement, s'intéressent aussi de près aux possibilités d'agir. Amélie et Guillaume témoignent de la pertinence de l'association « la politique, une bonne nouvelle » qui propose des sessions de formation et d'échanges pour les étudiants et les jeunes professionnels. Antoine représente tous ceux qui osent encore aujourd'hui s'engager dans un parti politique parce qu'ils pensent qu'il faut être acteur

**PROCHAINS
THÈMES :**

n° 261 *Ruralité*

n° 262 *Université d'été*

pour que des choses changent. David est engagé dans des associations qui essaient de penser concrètement le pouvoir d’agir des citoyens en mettant en lien des expériences réalisées dans différentes cultures, telles celles de l’Argentine et du Cameroun. Il y a encore beaucoup à faire pour que le maximum de citoyens soit partie prenante des projets qui touchent à leur quotidien, comme l’habitat et son environnement. Un long chemin reste à parcourir pour que les institutions acceptent de soumettre leurs projets à l’avis du plus grand nombre et aussi, pour que les citoyens s’engagent davantage dans ce partenariat.

En contre-point, la réflexion biblique de Malou Le Bars à propos de la fameuse phrase évangélique « rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu » vient nous rappeler que la vérité n’existe pas en soi, mais qu’elle se révèle toujours à travers des expériences où corps et parole sont intimement liés. L’Évangile invite toujours à la liberté d’entendre et de discerner ce qui est de l’ordre de la Vérité et ce qui ne l’est pas, quels que soient les régimes politiques et religieux mis en place à un moment donné de l’histoire.

Pour étoffer cet appel universel à la vérité, Jean-Marie Ploux nous propose d’écouter un contemporain, Paul Valadier, dont le travail en morale politique le conduit à penser qu’il y a une obligation universelle à reconnaître que tout homme est concerné par le sort de l’homme. De quoi continuer à alimenter le débat démocratique !

**Marie-Odile Pontier,
pour le Comité de rédaction**

La démocratie en acte
lors de l'Assemblée
Générale de la
Communauté Mission de
France de 2007



Parcours d'une candidate aux cantonales

par Monique Martinet



Membre de la Communauté Mission de France, en équipe à Briare, Monique est vice-présidente de l'Association « Les Rendez-vous de Pontigny ».

L'engagement politique n'est pas une mince affaire, bien au contraire. L'expérience que je viens de vivre avec ma candidature aux dernières cantonales m'a bousculée, dans mes convictions et aussi dans mes rêves et mes idéaux.

Je crois que toute ma vie a été travaillée par la question du politique. Je me rappelle lorsque, chez mes parents, nous avions nos grands « débats politiques ». Comme nous étions nombreux dans la famille (15 enfants et je me situais au milieu), les conversations commençaient assez souvent dans le calme et l'écoute, mais elles se terminaient toujours dans un désaccord parfait, c'est-à-dire qu'à la fin les adjectifs et les qualificatifs qui étaient employés, pour dire aux

autres qu'ils ne comprenaient rien, n'étaient pas toujours très sympathiques. Cela finit par lasser nos parents jusqu'au jour où mon père interdit toute discussion politique à table. Comme c'était le seul lieu où nous nous retrouvions tous ensemble, ce fut la fin de mon initiation à la vie politique. Nous étions dans les années 1958-1960 avec en toile de fond la « guerre d'Algérie ». Nous nous étions découverts très différents les uns des autres.

Soif d'engagement

Avec mon mari, Jean-Marie, nous avons eu la chance de nous découvrir, assez vite, la même façon de penser et cela m'a beaucoup rassuré, même si des années plus tard nous n'avons pas toujours eu la même façon d'aborder les choses.

En nous installant à Briare, nous avions tous les deux la même soif, la même envie de nous engager. C'était l'après-Concile et il y avait beaucoup à faire dans l'Église ; en même temps nous nous sommes engagés dans la vie associative. Cela nous a amenés à rencontrer beaucoup de monde et la question des élections municipales est arrivée très vite dès 1966. Jean-Marie

s'est présenté à deux reprises pour être conseiller municipal mais n'a pas réussi à être élu. Peu importe, nous avons continué à nous intéresser à la vie municipale et aussi à la politique d'une façon générale.

C'est en 2001 que je reprenais le flambeau de l'engagement municipal et j'entrais au conseil municipal de Briare sur une liste dite « apolitique », mais menée par un maire qui avait eu pendant un certain temps sa carte au P.S et qui portait toujours en lui les valeurs de la Gauche. C'est sur cette idée forte que j'avais accepté de me présenter sur sa liste. Seulement voilà, 3 ans plus tard, alors qu'il était déjà conseiller général, il se représentait mais « coup de tonnerre », il changeait de parti politique pour rallier la majorité départementale U.M.P. Ce fut pour moi, comme pour beaucoup, un grand choc et la seule explication que nous trouvions, à cette époque-là, était qu'il avait beaucoup fait pour développer la ville de Briare et que c'était peut-être cette motivation-là qui l'avait poussé à changer. Néanmoins ma déception fut grande.

En 2008, lors de nouvelles élections, j'ai suivi celui qui est maintenant maire, parce qu'il était bien ancré à Gauche, même si, comme son pré-

décès, il avait constitué une liste apolitique. Je suis devenue sa première adjointe.

Nous savions que la question des cantonales allait se poser et nous étions plusieurs à souhaiter que notre maire se présente, mais rien à faire. Alors, après bien des discussions avec la section locale du P.S, après nombre d'hésitations et de questionnements, j'acceptais de me présenter avec l'accord du P.S qui me faisait confiance.

L'apprentissage

Ce fut une drôle d'aventure. J'ai donc fait une première alliance avec la section locale du P.S. J'ai découvert des hommes et des femmes m'accueillant vraiment comme l'une d'entre eux. De cordiales, nos relations sont devenues très amicales. Les voyant passionnés par leur engagement politique, de longue date pour certains, j'avais l'impression d'être une débutante. Ils ne sauront jamais vraiment tout ce qu'ils m'ont apporté d'écoute, de savoir, de connaissance du monde politique.

Certains d'entre eux m'ont accompagné tout au long de ce parcours qui a duré six mois. Quelle abnégation !

En leur compagnie je suis allée à des réunions d'information et de formation donnée par l'alliance : P.S – Europe Écologie –les Verts-PRG. Nous avons travaillé un document qui fut une « plateforme commune » pour les candidats qui se présentaient. Travail qui me révélait à moi-même mes propres orientations personnelles, lesquelles rejoignaient une grande partie des idées émises par les autres. Dans ce travail, on ne sentait pas vraiment de gêne malgré les différentes appartenances. Dans notre département du Loiret, cette alliance travaille déjà assez régulièrement en commun au Conseil Général.

Les choix

Mais à la fin de décembre, il m'a fallu batailler avec les responsables du P.S. En effet, du fait même de cette alliance, il était nécessaire de faire des compromis pour que les trois partis aient des représentants dans l'ensemble du département et le nombre de candidats de chaque parti avait été décidé par les responsables des trois groupes. Aussi, j'apprenais que pour mon canton, un membre du PRG venant d'Orléans deviendrait mon suppléant. Et là, j'ai refusé. Cela a été très difficile. J'ai menacé de me retirer

de la course s'ils maintenaient ce candidat. Ils ont tout fait pour me persuader d'accepter. Pour moi, il n'était pas pensable que je me présente avec un suppléant n'habitant pas dans le canton. C'est à ce moment-là qu'est venue la question de mon appartenance à l'Église Catholique. À Briare, comme à Orléans, je l'avais dit très clairement aux membres du P.S et à ceux qui ont formé par la suite mon comité de soutien. Pour être honnête avec eux, je me devais de le leur dire. Ils savaient tous que j'étais catholique. Aussi pour me convaincre de prendre quelqu'un du PRG, ils ont mis en avant que cela prouverait que l'on pouvait travailler ensemble et partager des convictions, même si l'une était catholique et l'autre très « laïc ». C'est la seule fois, pendant la campagne, que la question de la foi a été abordée. Effectivement cela m'a interpellée, mais cela ne m'a pas convaincue. Aussi, comme j'avais, de mon côté, interpellé quelqu'un, ils ont fini par accepter que je le choisisse moi-même. Ce fut un maire d'une petite commune rurale de

notre canton.

La campagne électorale s'est bien passée. Le 1^{er} tour est arrivé avec à ce moment-là, plein d'espoir pour figurer au 2^{ème} tour. Malheureusement, mon aventure s'est terminée là. Mais c'est la loi du suffrage universel. Ce qui fut difficile à accepter, c'est de perdre face à l'absentéisme à Briare où il y a eu 60% d'abstention au 1^{er} tour, et face au F.N. Là, c'est triste à en pleurer.

Ce qui m'a le plus atteinte ce fut d'une part les attaques de l'ancien conseiller-général et ancien maire de Briare qui a dit : elle est catholique, elle fait trop de social et elle s'occupe des "étrangers" et d'autre part, l'attitude de certains catholiques que je connais bien et qui m'ont tourné le dos...

Souffrance mais aussi Bonheur car c'est peut-être bien cela qui m'anime aujourd'hui : ma foi chevillée au corps qui me donne la force et l'énergie nécessaire pour permettre à tous de vivre dans la dignité et la liberté.

Être un élu dans la minorité

par Jacques Poisson



Membre de la Communauté Mission de France, en équipe à Evry (91), Jacques travaille dans le secteur de l'informatique industrielle.

Je suis “entré” en politique en 2006. Un soir, le candidat potentiel des municipales 2008 à LISSES (91) est venu m’interroger pour savoir plus précisément ce que je pensais de la vie municipale. Il m’avait repéré lors d’une « fête de la rose » organisée dans la commune. Son désir était de me solliciter pour réfléchir en équipe à un projet municipal à proposer aux Lissois afin de refaire basculer la municipalité à gauche. Après avoir vérifié que je n’étais pas obligé de prendre ma carte au PS (je m’estimais être suffisamment engagé dans des institutions : Église, Syndicat), j’ai accepté de rencontrer l’équipe en cours de constitution. Nous avons réfléchi en commissions au projet municipal, puis très vite

ce même candidat m'a sollicité pour faire partie des quatre militants qui pilotaient l'animation du groupe.

En 2008, nous avons fait une belle campagne, et le soir des élections, nombreux étaient celles et ceux (même parmi l'équipe adverse) qui pensaient que la victoire serait pour nous... jusqu'au décompte de la première centaine de chacun des bureaux de vote où nous avons compris que c'était perdu. Le maire sortant était reconduit pour un nouveau mandat avec 214 voix d'avance sur notre équipe : 53% contre 47%. 22 élus à droite (dont 4 ou 5 UMP) et 7 élus à gauche avec au final quatre partis représentés (PS, PC, PRG et Verts) et deux non-inscrits dont je suis. Ces deux années de campagne et ces trois années en tant que membre de l'opposition municipale m'amènent au constat que la vie politique est bien souvent dure, exigeante et plutôt ingrate lorsque l'on est finalement dans la minorité.

La communication, l'art de se différencier

Je perçois désormais chaque échéance électorale comme un combat. Il n'y a qu'un vainqueur, et il suffit pour cela d'avoir 50% des voix

plus une. Il ne suffit pas d'avoir de belles idées, de beaux projets. Un processus d'adhésion est nécessaire. Le vote des électeurs et électrices est un passage obligé et ceux-ci ne mettront qu'un seul bulletin dans l'urne. Pour gagner, il faut convaincre. Il faut aussi se tenir prêt à riposter au plus vite à l'attaque parfois malhonnête du camp adverse. Dans l'époque que nous traversons, la communication a un rôle essentiel. Il faut tenir compte d'un nombre très important d'électeurs indécis qui se laisseront gagner par une impression plus que par l'étude plus ou moins approfondie d'un programme. Combien sommes-nous à lire la totalité des professions de foi qui parviennent dans nos boîtes aux lettres avant chaque élection ? Ainsi l'électeur retiendra souvent un tract, un argument ou bien encore un fait divers survenu parfois sans aucun lien direct avec le scrutin en question.

Le travail de l'élu minoritaire que je suis devrait donc être avant tout : la participation active aux commissions municipales, la collecte d'informations sur les dossiers municipaux et/ou de communauté d'agglomération, l'approfondissement de ces mêmes dossiers, la rencontre des

habitants, la participation aux événements sur le territoire de la commune et/ou de l'agglomération, la réflexion et le débat avec les élus qui siègent à mes côtés comme avec celles et ceux du camp adverse, la communication régulière avec les habitants, par voix de tract ou par le porte à porte.

Si j'utilise le conditionnel à dessein, c'est par humilité, car l'ensemble de ces tâches est un travail exigeant et fastidieux, difficile à mener à fond lorsque l'on a un travail à plein temps et une vie de famille qui nécessite votre présence.

Au cœur de cet engagement d' élu, comment rester un homme droit ?

Je confesse tout d'abord qu'après quelques années de vie sur ce terrain de l'engagement politique, la dimension du combat occulte facilement celle du débat et de la recherche du bien commun. Lorsque j'ai reçu, il y a quelques semaines, un tract pour les élections cantonales où mon maire se présentait comme étant un homme « droit et social », mon sang n'a fait qu'un tour, lui qui manque si souvent de respect à son opposition municipale et qui use si souvent tous les moyens à sa disposition pour nous empêcher

de pouvoir exercer notre mission d' élu. Pourtant, il me semble que l'engagement originel d'un élu municipal, qu'il soit de droite ou de gauche, est avant tout celui d'un homme ou d'une femme attachés au vivre ensemble et qui souhaitent participer à organiser la vie de la cité. En cela, un(e) adversaire mérite le respect. Si je condamne la méthode de gouvernement employée, si je critique telle décision ou telle action, force est de constater que l' élu auquel je m'oppose donne comme moi de son temps, de son énergie, parfois de sa santé, et renonce pour une part à sa famille et à son confort personnel.

Comment garder alors une certaine éthique dans l'exercice de la vie politique ? Je crois qu'il ne faut pas se mentir à soi-même. Tout ce qui est fait par l'autre n'est pas totalement négatif. La critique est facile, et seul celui ou celle qui n'a jamais exercé de responsabilité par rapport à un collectif peut se targuer de ne jamais s'être trompé dans la conduite des affaires de ce même collectif. Ainsi, tous les coups ne me semblent pas permis. S'il est nécessaire de définir une tactique permettant aux citoyens de percevoir et de mesurer un écart entre deux projets municipaux distincts, je crois que notre responsabilité

d'homme et d'élus nous convoque sans cesse à une rigueur de réflexion, à l'approfondissement de notre travail et à une quête de vérité pour que notre argumentaire soit juste et approprié avant que d'être ciblé, percutant et susceptible de déstabiliser, voire de renverser notre adversaire.

C'est à un perpétuel débat contradictoire auquel l'élus minoritaire est invité, renonçant aux solutions faciles, acceptant parfois les compromis nécessaires à la conduite des affaires de la commune, restant attaché à une qualité d'écoute et attentif à maintenir un dialogue respectueux des différences de position. Cela n'est pas une mince affaire dès lors qu'il s'agit de sujets tels que l'accueil des gens du voyage ou la vidéo-protection (récemment débattue dans ma commune). Si l'on a forcément un avis sur la question, notre première responsabilité est avant tout l'écoute des habitants, des commerçants... Pour autant, nous n'avons pas à satisfaire ou à approuver toutes les expressions d'égoïsme qui ne manquent jamais de s'exprimer dans les relations entre le citoyen et son élu. Nous sommes dépositaires du bien commun et responsables du vivre ensemble. C'est une exigence personnelle à ne jamais oublier. L'élus que je suis est donc sans

cesse soumis à des tensions intérieures parfois contradictoires.

À trois années de la prochaine échéance municipale, ce débat, cette confrontation d'opinion, il me semble que nous devons tout d'abord les organiser et les structurer au sein de notre groupe d'élus d'opposition, où quasiment toutes les sensibilités politiques de gauche sont représentées. Cela nécessite beaucoup de patience et de respect. Nous n'avons pas la même histoire politique sur le terrain de la commune, la même structuration de pensée, la même disponibilité. Nous sommes aussi hommes et femmes, avec des schémas de pensée organisés différemment. Certain(e)s représentent un parti, d'autres non. Nous n'avons pas tous la même ambition, une dimension qui ne s'exprime pas toujours mais qu'il ne faut jamais sous-estimer en politique car elle explique certains comportements.

Tenant compte de tous ces éléments, la responsabilité d'un élu me semble devoir être de renoncer en partie à soi-même pour privilégier la dynamique du collectif sans laquelle un projet pour un territoire manque de souffle. C'est une exigence personnelle difficile à tenir.

Élue pour agir ici et maintenant

par Mathilde Mage



**Professeur des écoles,
Mathilde est membre
de la Communauté
Mission de France dans
l'équipe de Vendée.**

Je suis élue depuis 2008 comme conseillère municipale, sur une liste gauche plurielle, à La Roche-sur-Yon, ville qui a maintenant dépassé les 50 000 habitants. Depuis 1977, la ville est tenue par une majorité de ce type et chaque élu de cette liste a une délégation. Militante verte depuis de nombreuses années, j'ai obtenu une délégation intitulée « déplacements doux, pistes cyclables et liaisons inter-quartiers ». La vie des quartiers me tient à cœur et j'ai aussi une délégation sur un quartier où cohabitent un ensemble d'habitats collectifs et des pavillons construits il y a plus de quarante ans.

Tout élu a une grande envie de travailler et souhaite se mettre rapidement au service des

citoyens. Le programme qui fut élaboré pour cette élection se doit d'être décliné pour répondre à la demande des citoyens qui l'ont validé par leurs votes. M'appuyant sur celui-là, il m'est donc demandé de travailler à la mise en place de liaisons douces et à l'aménagements de pistes cyclables dans un esprit de démocratie participative. La démocratie locale est depuis longtemps au cœur du projet municipal. Les citoyens demandent à être écoutés et consultés pour de nombreux projets, particulièrement pour du stationnement en ce qui me concerne.

Prendre un train en marche

La première année a été particulièrement difficile parce que je me suis demandée à quoi je servais et ce que je faisais là. Dans la continuité des actions précédentes, je n'avais pas mon mot à dire sur des projets bien avancés et le comble fut quand je m'aperçus que le budget de l'année suivante ne comportait pas de ligne pour le financement de pistes cyclables. L'année 2009, difficile pour beaucoup, avait conduit à restreindre certains budgets.

Heureusement, cela n'a pas empêché la réalisation d'aménagements annexes, comme un

équipements d'appuis vélos, par exemple.

Appartenant à un groupe de sept élus verts, je me retrouve régulièrement au sein de celui-ci pour y faire le point.

Cela permet de prendre du recul et d'avoir une vue d'ensemble sur tous les projets et c'est une chance. De même, les trente trois élus de la majorité plurielle sont invités à débattre de projets issus des différents commissions et c'est là qu'idéalement des décisions définitives pourraient se prendre.

Qu'est-ce qui fait que ce n'est pas souvent le cas ? D'abord le budget est une contrainte très importante et pour lequel tous s'accordent à une grande vigilance. Pour les grands projets qui ont besoin de financement très importants, les discussions sont ardues et l'avis de la population est demandé. Au final, c'est tout de même le maire qui décide, en ayant pris soin de tenir compte de l'avis d'un maximum de gens.

Élargir son horizon

À mi-parcours de mon mandat, ma conception du travail et du pouvoir d'un élu a évolué. Je ne me sens pas uniquement investie dans les domaines pour lesquels j'ai une délégation. C'est

bien la richesse d'un élu d'être appelé à prendre position sur l'ensemble de la vie de ses concitoyens, dans le cadre d'une réflexion collective pour ceux qui ont la possibilité d'avoir des tels lieux au sein de leurs territoires d'élections.

La transversalité, notion devenue très à la mode, se décline obligatoirement dans tout projet de développement durable, d'agenda 21 ou de plan climat. « S'efforcer de répondre aux besoins présents sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs » nous oblige à mobiliser tout à la fois élus, entrepreneurs, consultants, investisseurs et surtout, pour ce qui me concerne, consommateurs, citoyens et collectivités territoriales. Les enjeux du développement durable sont à la fois profondément personnels et amplement collectifs. Quel est mon pouvoir dans l'élaboration de toutes ces démarches ? Avoir toujours en tête ces objectifs permet de rappeler, contre vents et marées, toutes les alternatives qui peuvent nous être présentées dans de nombreuses situations. Tout élu de quartier dans une ville se voit contraint de réfléchir à des aménagements de parking. C'est dans ces réunions avec les habitants que notre pouvoir, inscrit sur du long terme quand il s'agit

de changer les mentalités, doit s'affirmer.

À l'écoute d'une population

Être élu, c'est aussi être capable d'être à l'écoute de toute personne rencontrée dans son milieu de travail, dans son quartier d'habitation, dans ses engagements associatifs et dans les multiples invitations qui vous sont faites en lien avec votre délégation. Prendre la température de ce qui se vit, pointer des difficultés de transport pour certains en vue d'une amélioration, donner des conseils à d'autres pour frapper à la bonne porte sont des occasions d'échanges où chacun est renvoyé modestement à lui-même. Cette confrontation nécessaire et salutaire me fait prendre conscience que cette charge d'élue a aussi fonction de porte-parole, au service d'un mieux-être dans la vie quotidienne.

La question de la durée doit être évoquée pour reconnaître que les échéances d'un mandat sont souvent trop courtes pour voir la pleine réalisation de ce qu'on aurait souhaité. En plus du programme, il y a aussi tout un travail souterrain, invisible, qui consiste à mettre en route le plus de citoyens possible pour qu'ils s'appro-

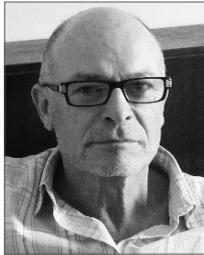
prient vraiment leurs choix de vie là où ils habitent, en étant acteurs de leur cadre de vie et des choix qu'ils font pour leur bien-être et celui des générations futures.

Pour conclure, en regardant autour de moi, chaque fois qu'un élu, simplement conseiller municipal dans une majorité, a la possibilité de monter des projets dans la ligne du programme, il peut le faire. Les budgets feront que cela pourra être étalé ou retardé, mais au final, ce sera réalisé parce que justement il y va du respect des électeurs. La crédibilité est un facteur essentiel à restaurer en politique. Le temps de l'ac-

tion « longue » dans le cadre d'une institution, avec pour objectif de s'engager dans de nouveaux modes de vie pour faire le lien avec la Communauté Mission de France, nous oblige à un dépassement et me fait dire qu'il est difficile de mesurer ce qui a été enclenché. Sans espérer savoir, il faut s'y engager quand même. S'attacher à préserver et à enrichir l'intérêt collectif est un combat porté par beaucoup et les espérances soutenues dans ce cadre, comme l'émancipation, la justice, la solidarité, puisent leurs sources dans des valeurs constitutives du patrimoine de l'humanité.

Président d'un Conseil de quartier

par Michel Desbruyères



Membre de l'équipe Mission de France d'Evry (91), Michel participe à l'animation de l'aumônerie des étudiants d'Evry.

Une fête des plantes avec de nombreux partenaires du quartier, un chantier important ne correspondant pas aux attentes en termes de sécurité arrêté, une fête avec le théâtre du quartier, le suivi des travaux d'entretien au jour le jour... Voilà quelques aspects infimes du travail de notre conseil de quartier dont je suis le président depuis trois ans.

Habitant Evry depuis 36 ans, nous avons suivi de près l'aventure de cette ville sortie de terre. Ville populaire, annonçant une société multiculturelle avant l'heure, caisse de résonance de toutes les crises, mais aussi laboratoire social et religieux en ce début de XXI^{ème} siècle.

Enseignant depuis 36 ans dans un collège d'Evry,

engagé dans de nombreuses associations et dans le secteur pastoral, j'ai vu, avec beaucoup d'intérêt, la création par la municipalité de 8 conseils de quartier en 2000.

Ce n'était pas une obligation puisque notre ville ne comptait que 50 000 habitants, mais un choix politique de promotion de la démocratie participative.

Au commencement, ces conseils de quartier étaient vus comme la voix de la municipalité, une courroie de transmission.

Au fil des années, avec le service chargé de la démocratie participative, nous avons appris à travailler avec les élus, les services municipaux, les différentes structures, et la confiance s'est instaurée.

Les conseils sont constitués de représentants des habitants et des partenaires du quartier.

Ils sont renouvelés tous les trois ans et sous la responsabilité de deux co-présidents, un élu, habitant le quartier, et un habitant, élu par les conseillers de quartier qui se sont portés candidats et sont nommés par le maire.

Le co-président habitant est ensuite nommé par le conseil municipal.

Des commissions — travaux et vie de quartier

pour notre conseil — se réunissent chaque mois, font des propositions, votées ensuite en séance plénière, convoquée au moins une fois par trimestre. Nous disposons d'un budget de fonctionnement et d'un budget d'investissement (FIQ) pour un projet que le conseil de quartier a décidé de réaliser (embellissement, sécurité...)

À l'écoute des habitants

La commission travaux organise des visites de quartier avec l'élu responsable et les chefs de service concernés — espaces verts, voiries, sécurité, urbanisme... — et s'occupe du suivi des travaux d'entretien.

Ainsi un jour, des habitants nous alertent sur la dégradation d'une rue due à la présence des racines des platanes. Les trottoirs sont devenus impraticables et les riverains sont obligés de vivre en permanence avec la lumière allumée, les gouttières sont bouchées et l'humidité permanente.

Nous demandons une visite de quartier avec les services. La situation est claire : malgré la beauté des arbres, il faut les abattre. Mais nous tenons à ce que tous les habitants partagent cet avis. L'association des copropriétaires fait signer une lettre à tous les résidents qui donnent leur accord. C'est

seulement à ce moment-là que la décision est prise d'abattre les arbres et de replanter des espèces qui ne détruiront plus les trottoirs refaits. Un calendrier est fixé avec les riverains, en fonction du budget municipal, et on en profite pour améliorer les traversées piétonnes et les accès handicapés. Une autre fois, une aire de jeux est dégradée et squattée par des jeunes qui se cachent derrière des végétaux non entretenus. Ils en profitent pour se livrer à des trafics et les familles ne viennent plus. Décision est prise, sur proposition du conseil de quartier, avec les services et les élus, de restaurer le square, d'améliorer les jeux, l'accès, de tailler la haie. Résultats : les jeunes ne stationnent plus à cet endroit et les familles reviennent.

On pourrait multiplier les exemples. Nous ne sommes pas toujours acteurs des transformations, mais les services prennent l'habitude de venir nous présenter les projets et de prendre en compte nos critiques.

Il y a des choses qui traînent, qui sont refusées ou mal réalisées. À nous de relancer régulièrement les demandes et il y en a tout de même pas mal qui n'aboutissent jamais. Mais en faisant le bilan, en fin de mandat, on s'aperçoit que beaucoup de choses ont été faites. Il faut aussi expli-

quer aux habitants, écouter les critiques, réagir rapidement sur certains dossiers, participer à des réflexions à plus long terme sur la résidentialisation d'un quartier ou le devenir d'une place.

Attentifs au vivre ensemble

La commission « vie de quartier » travaille pour un mieux vivre ensemble. Ce n'est pas simple car notre quartier, fort de 7000 habitants, est constitué de quatre parties très différentes dont l'une accueille une population en grande difficulté qui se sent abandonnée. Beaucoup d'habitants d'origine étrangère ne souhaitent pas sortir de chez eux, une présence visible d'un groupe de jeunes islamistes et de dealers complique la vie de tous.

Nous travaillons donc avec le maximum de partenaires : Théâtre du quartier, ludothèque, amicale des locataires et associations de copropriétaires, commerçants, halte-garderie, maisons de retraite, maison de quartier, écoles.

Nous avons organisé des petits-déjeuners à thème, le samedi matin, pour faire découvrir le quartier. Un habitant, historien, est venu parler des noms de rues, nous avons rencontré les religieuses contemplatives, fait un petit-déjeuner, un

11 novembre, sur la vie des poilus dans les tranchées, mais aussi des petits-déjeuners chilien, africain, allemand, un autre avec l'association des femmes algériennes, et nous avons soutenu un micro-projet de poulaillers en Algérie... À chaque fois, 60 à 80 personnes se mobilisent.

Avec le théâtre, nous avons créé une association d'amis qui participe à la réflexion, à l'accueil, à des soirées de la parole. Le théâtre donne aussi des représentations dans les appartements et beaucoup de familles ont découvert cette forme de culture.

Ce travail en partenariat a abouti à la quatrième Foire aux Plants. Le principe : ne rien acheter, ne rien vendre, échanger des plants, des conseils, et cette année, nous avons servi des soupes du monde entier, confectionnées par les habitants et les pensionnaires des maisons de retraite. Le théâtre a donné un spectacle et il y a eu une exposition autour des légumes.

Les partenaires du quartier se sont mobilisés et chacun selon ses possibilités a participé à l'animation.

On pourrait écrire des livres sur la vie du conseil de quartier. Il y a des réussites et bien sûr des échecs, des moments de découragement, des in-

compréhensions, des gens qui laissent tomber un projet en cours de route.

Créer des passerelles

Mon rôle de co-président est d'essayer de faire avancer le collectif, en lien avec la co-présidente élue et les responsables de commissions. Il me semble important de dire mes convictions : rester attentif aux autres, en particulier aux isolés, aux plus pauvres, aux jeunes en galère, qu'on ne touche pas. Ce n'est jamais simple car il y a des réticences des uns et des autres, des priori, des gens qui ne se sentent pas capables de prendre une responsabilité. Il y a des rivalités entre personnes de cultures différentes, de religion différente, et parfois un geste peut entraîner tout un quartier dans un sens ou dans un autre.

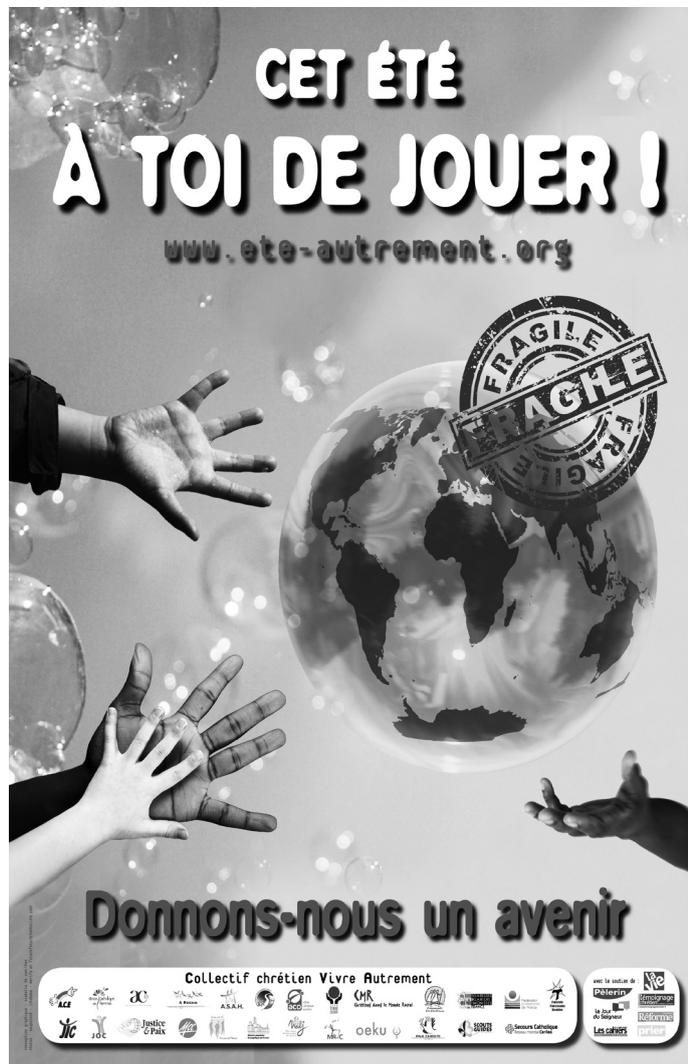
Et les fêtes des voisins sont souvent l'occasion de rencontrer le maximum d'habitants dans chaque immeuble. Il faut inviter, solliciter, écouter, expliquer, être attentif à la vie du plus grand nombre, soutenir une personne âgée, une malade, un partenaire en difficulté car une subvention n'a pas été versée, favoriser le vivre ensemble et écouter aussi les musulmans du quartier qui doivent résister aux islamistes. Il faut alerter, refuser les

amalgames, provoquer une rencontre entre les habitants et les résidents d'un foyer de travailleurs dont certains jettent leurs ordures par les fenêtres, expliquer que les Roms stationnés dans le champ voisin doivent être soutenus et que l'on n'a pas à participer à leur expulsion. Pour moi, le conseil de quartier est un lieu où se vit la fraternité au quotidien. Ensemble nous construisons, nous avançons et nous nous reconnaissons frères et sœurs.

Par ma participation à l'équipe de communication du secteur pastoral, j'ai essayé de faire découvrir l'importance de la présence des chrétiens dans les luttes des hommes, dans la ville et les asso-

ciations. J'ai rencontré de nombreux chrétiens qui travaillent dans l'ombre. Le travail avec les élus, et en particulier le maire, me permettent de dire mes convictions, mes révoltes, mes désaccords. Ces responsabilités, je les partage avec d'autres de l'équipe de la Mission, je les porte régulièrement dans nos partages.

Enfin, je suis repéré comme chrétien et il m'arrive d'être interpellé, de participer à la préparation d'un enterrement ou d'autres célébrations. Ma présence au conseil de quartier est fondamentale pour moi et c'est mon principal lieu de vie de la mission.



Près d'une trentaine d'associations et organismes chrétiens participent cet été 2011 à la 11^{ème} campagne du collectif « Vivre l'été autrement ». Ils poursuivent leurs efforts pour éveiller les consciences à respecter notre environnement fragile.

Vivre dans la simplicité, consommer avec modération, partager et remercier Celui qui est à l'origine de tout don sont des manières de goûter et savourer autrement les bonnes choses de la vie.

www.ete-autrement.org

Engagement citoyen et municipalité

par Jacques et Françoise Corset



Jacques et Françoise Corset habitent Ivry-sur-Seine. Ils collaborent avec l'équipe Mission de France pour

une présence de militants chrétiens dans divers engagements sociaux de la commune. Ils sont interrogés par Dominique Fontaine qui a vécu avec eux à Ivry pendant 13 ans.

Dominique : Dans notre histoire commune à Ivry, on peut dire que la rencontre de quelques personnes, chrétiennes et d'autres convictions, a souvent permis de mettre en route des projets dont beaucoup ont été soutenus par la municipalité. Cela nous a fait faire l'expérience de la démocratie locale. Parlons d'abord de la création du Collectif pour les Sans-domicile-fixe.

Jacques : Tu te souviens de ce mois de novembre 1993 où il a fait si froid et où de nombreux SDF venaient au presbytère demander de l'aide. François Bon, qui était responsable des paroisses, nous en a parlé en Conseil pastoral. On s'est dit qu'on ne pouvait pas laisser les prêtres seuls face à ce problème.

Dominique : Sur ces entrefaites, j'ai rencontré Christiane Rasse, qui était l'adjointe au Maire chargée des questions sociales. Je lui ai demandé que la mairie fasse quelque chose. Elle m'a répondu : « Réunissez les associations humanitaires avec vous et faites un projet, la mairie vous soutiendra. » C'était une démarche nouvelle dans cette ville d'Ivry où la tradition était que la mairie gère tous les problèmes.

Jacques : Nous nous sommes réunis à la maison paroissiale avec la Croix Rouge, le Secours populaire, la Ligue des Droits de l'Homme, la Conférence St Vincent de Paul... Les bénévoles des différentes associations qui s'étaient rassemblées ont d'abord participé à l'accueil des SDF dans un centre d'hébergement ouvert durant l'hiver par l'Armée du salut dans des locaux désaffectés de l'Hôpital Charles Foix. Ces bénévoles ont entendu les SDF dire « Nous, on est comme les bestiaux, on nous rentre l'hiver ». Nous avons alors créé le Collectif Ivry SDF, un collectif formé des sections locales des associations humanitaires et caritatives d'Ivry dans lequel le Secteur pastoral était membre en tant que tel. Aujourd'hui encore, il y a quelqu'un qui représente les paroisses au CA,

c'est actuellement Jean-Christophe Brelle. Ce type de structure était inhabituel. Jean Rasse, le responsable du Secours populaire, m'a dit alors : « Si je demande à la section départementale la permission de participer à ce collectif, ils vont refuser, alors je ne leur demanderai pas ! ». Nous avons ouvert un accueil de jour dans un local mis à notre disposition par la Mairie en centre-ville, puis un hébergement d'urgence dans des Algeco aménagés par les bénévoles et ouverts toute l'année. Là encore le terrain avait été mis à notre disposition par la Mairie. Au début, la Croix Rouge était très active, puis elle s'est peu à peu retirée, en se spécialisant dans les maraudes, tournées organisées en soirée pour visiter les personnes en squat ou à la rue et leur apporter un soutien. Comme l'hébergement des sans abri est une délégation de service public, et pour assurer la continuité de l'accueil et du suivi des personnes reçues, nous avons dû assez vite embaucher des salariés et demander des subventions. Le directeur que nous avons recruté, Louis-Paul Thomas, engagé lui aussi à la paroisse, a mis peu à peu en place à l'accueil de jour des permanences de professionnels de la santé et du social pour faciliter la réinsertion des

personnes accueillies. Dans ce contexte, il a créé un véritable réseau informel de professionnels et associatifs relatifs à la précarité (assistantes sociales, infirmier des lycées, personnel de santé publique, organisateurs des campagnes contre le sida, ANPE, etc.) qui se réunissaient une ou deux fois par trimestre. Le travail de ce réseau informel de professionnels sans mandat de leur hiérarchie est tellement intéressant qu'il continue de fonctionner 15 ans après sa création. C'est le Réseau précarité d'Ivry dont Claude Wiéner était jusqu'à peu le secrétaire. À Ivry, c'est étonnant, il y a des tas de choses qui naissent ainsi et qui fonctionnent parce que les gens apprennent à se connaître. C'est là en fait que se vivent d'abord la démocratie et la citoyenneté.

Il y a eu ensuite l'étape de la construction d'un bâtiment pour l'Accueil de jour devenu trop petit et une partie d'un Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS). Le type de relations entre les acteurs que nous avons noué a permis que le projet aboutisse. Je me souviens d'une

réunion publique pour discuter de l'implantation du CHRS. Certains habitants critiquaient l'implantation du projet sur le quartier, cela allait faire baisser les valeurs mobilières et créer de l'insécurité. Une dame s'est alors levée, disant : « Il y a quelques années, j'ai failli devenir SDF. J'aurais été contente qu'un tel centre ouvre à l'époque. » Cela a cloué le bec à tous. Le Centre a été construit sur un terrain où habitaient dans les années 60 des ferrailleurs. Monique Maunoury¹, que Françoise et moi avons bien connue, était venue y installer en 1965 sa baraque appelée « Paix et Joie » pour être proche d'un vieux ferrailleur italien et l'aider à sortir de l'alcool. C'est là qu'elle est morte 10 ans plus tard. Que le CHRS ait été construit là est le signe de toute une histoire de présence chrétienne en dialogue avec tous à Ivry.

Un jour à la fête de la ville, des jeunes musulmans sont venus me voir pour me demander comment nous avons créé le Collectif Ivry SDF, car ils avaient vu la construction du CHRS. Ils voulaient

¹ Monique Maunoury (1915-1975) est arrivée à Ivry 10 ans après Madeleine Delbrêl. Elle a consacré sa vie à une présence aux plus défavorisés de la « zone » d'Ivry. Sa vie est racontée dans le livre de Marie-Claire Bergerat et Olivier Marin : *Monique Maunoury, une disciple de Charles de Foucauld à Ivry*, Karthala 2006.

à leur tour créer un collectif d'associations pour faire avancer leur projet de mosquée !...

Dominique : Ensuite il y a eu l'aventure du Collectif pour les sans-papiers qui est né en 1996.

Jacques : Au moment de l'occupation de l'église St Bernard de la Chapelle, il y a eu une convergence entre la Ligue des droits de l'homme, le Parti communiste et la paroisse. Tu te souviens, nous en avons parlé au conseil pastoral et le dimanche suivant, à la sortie de la messe, nous avons été interpellés par un militant de la cellule locale du PCF. Au début, on pensait faire un collectif d'associations, comme le Collectif SDF. Très vite, on s'est mis d'accord pour éviter une politisation. On a été ferme pour que les partis et syndicats n'y soient pas en tant que tels et la participation à ce collectif a été individuelle. Ceux qui sont restés à ce moment-là et ont fait vivre ce collectif étaient surtout des communistes et des chrétiens. L'appartenance à ce Collectif de vigilance contre le racisme et pour l'aide aux sans-papiers a été liée à des valeurs communes. On a beaucoup abordé les questions

existentielles entre nous, par exemple avec Madjid, qui était communiste. Notre amie Claude Boussac² a été un pilier du collectif, avec par exemple Bernard Perrin. En 1998, après Saint Denis, le collectif a lancé le parrainage des sans-papiers Ivryens. Plus de 110 immigrés ont été parrainés ce jour là par Antoine Castro 1^{er} Adjoint qui représentait le Maire. C'est devenu une tradition dans la ville. Quand le réseau Education sans frontières s'est créé, nous avons lancé avec la ville un comité pour le parrainage des enfants d'immigrés sans papiers nés à Ivry. Souvent, le jour de la cérémonie de parrainage, arrivaient à la mairie des personnes qui n'avaient pas été prévues sur les listes : elles ont toujours trouvé sur place des parrains. Environ 250 enfants ont ainsi été parrainés. Tout cela a créé du lien entre les habitants d'Ivry et les sans-papiers. Encore aujourd'hui dans les réunions mensuelles du Collectif, il y a toujours au moins une vingtaine de personnes présentes.

Françoise : Nous voyons venir en renfort des jeunes, étudiants ou professionnels, souvent altermondialistes. Ils apportent leurs compéten-

² Claude Boussac (1925-2005) était membre des équipes féminines d'Ivry et de l'équipe de mission d'Ivry.

ces et leur dynamisme. Certains sont venus après avoir lu « Indignez-vous » de Stéphane Hessel.

Jacques : Comme pour les SDF, la mairie s'est investie, en particulier en nommant un chef de service et une élue pour les droits et la citoyenneté des résidents étrangers. Un réseau d'alerte a pu ainsi être mis en place. Le Collectif, composé de bénévoles, n'avait pas les moyens d'organiser cela. Quand il y a une arrestation, le premier qui est informé téléphone à l'élue de permanence, qui déclenche le réseau. Et nous nous retrouvons devant le commissariat, parfois 200 personnes, avec des élus, jusque tard dans la nuit. Et c'est efficace. Il y a eu jusqu'à présent très peu ou pas de reconduites à la frontière depuis Ivry.

Françoise : La démocratie locale, c'est aussi faire connaître la situation des immigrés. Lors de la Semaine de l'immigration, j'ai participé avec le théâtre « Quai des voix » à une mise en scène du vécu de migrants maliens (Sidi et Moussa en grève depuis 4 mois avec 120 autres travailleurs dans des sociétés de nettoyage). Je me souviens d'une spectatrice émue par leur authenticité et leur courage, qui s'est écriée :

« Vous êtes des héros ! ».

J'accompagne une famille chinoise sans papiers. Avec eux, je suis au centre du monde ! Je découvre toutes les cultures du monde en restant dans ma ville. C'est une chance d'habiter Ivry et d'y être chrétienne. Si les gens savaient !...

Jacques : Ce maillage de relations citoyennes produit des fruits, puisque c'est à Ivry qu'a été organisé un des premiers forums sociaux locaux, ces forums qui se connectent maintenant entre eux et avec d'autres pays francophones.

Dominique : Et tu te souviens : en 2003, Ivry a été une des villes où s'est tenu le Forum social européen, avec la mairie et les différentes associations. Il y a eu de multiples débats. La Communauté chrétienne s'est mobilisée et nous avons même fait tout un travail avec les paroisiens autour de la pensée sociale de l'Église, que nous n'avions jamais approfondie.

Jacques : Dans cet engagement citoyen local, nous sommes en fait au cœur des questions politiques nationales et internationales. Le gouvernement français avait promis d'accueillir des Haïtiens après le tremblement de terre. Nous suivons des parents haïtiens qui voulaient faire venir deux de leurs enfants. Cela leur a été refusé

car le père n'a pas assez de ressources. Si sa femme avait le droit de chercher du travail, ils s'en sortiraient. Avec les nouvelles lois et réglementations, on est dans l'arbitraire. À la préfecture, on change de présentation des dossiers tout le temps. Il y a beaucoup moins de queue aux guichets car les demandeurs doivent être reçus sur rendez-vous. Ceux-ci ne peuvent être obtenus que sur Internet dans des créneaux très limités, quand on a la chance d'être le premier lors de leur affichage. Ainsi on bloque la possibilité de déposer les dossiers de demande d'asile, et les demandeurs dépassent les délais. Le Secours catholique a réussi en référé à faire condamner le préfet sur ce point.

Dominique : Et puis depuis plusieurs années, il y a la solidarité avec les Roms.

Françoise : Je ne pensais pas faute de temps m'investir dans un engagement avec les Roms. Mais je l'ai fait par amitié avec Catherine, une amie ancienne directrice d'école qui s'y est engagée au nom de notre collectif, que j'ai un peu suivie au début de cette action. Le fait que d'autres chrétiens, dont Dominique Rameau, le curé d'Ivry, soient aussi engagés avec les Roms au sein de ROMEUROPE est important.

Jacques : Cela nous oriente vers une ouverture toujours plus universelle de l'Église. Alors qu'on sent en France une fermeture des communautés paroissiales sur elles-mêmes, ces engagements citoyens nous donnent des perspectives ouvertes, nous amènent à réfléchir plus large, à rechercher les causes profondes, à combattre les poncifs qu'on se donne dans nos cercles divers. C'est aussi réfléchir aux leviers pour faire évoluer les choses. Par exemple, tu te souviens que nous avons réfléchi en conseil pastoral il y a déjà longtemps sur les jeunes en difficulté. Nous avons découvert l'isolement de certains jeunes, nous avons parlé d'errance. Nous avons repris cette réflexion avec d'autres, en particulier sur les freins qui nous empêchent de voir et d'entendre ces jeunes majeurs isolés. Un des freins vient de nos politiques locaux et nationaux qui ne sont pas prêts à reconnaître que beaucoup de jeunes vont très mal. Ces jeunes qui ont vécu de graves ruptures et sont en errance sont aussi, souvent, en souffrance psychique. L'important est dans l'écoute, la parole et la relation. Cela demande beaucoup de temps et de disponibilité. Notre société n'est pas prête à assumer cela. Avec le Club Espoir, un club de prévention, le

Centre médico-social, le Centre médico-psychologique et le Collectif SDF, on travaille sur un projet de lieu d'accueil en soirée pour ces jeunes, mais la mairie, ne pouvant prendre en charge seule ce projet, renâcle un peu. C'est sûr que c'est prendre des risques. Avec ton ami Thierry Rosset, président de l'Office HLM, le Club Espoir, la Mission locale et le Service jeunesse, on réfléchit à un foyer qui soit un lieu de vie, où ces jeunes isolés puissent reprendre pied et se construire.

Françoise : Je découvre que les paroles de

Jésus dans l'Évangile me tiennent en lien avec beaucoup d'autres, qui m'enrichissent de leur différence et me mettent dans l'axe de l'humanité. L'incarnation de Dieu est le pilier de ma foi : Dieu qui nous rejoint au fond de notre vie d'homme et qui donne ainsi toute sa valeur à chacun. J'ai beaucoup reçu, de mes frères adoptifs africains, de mes parents engagés au Secours catholique. Pour Jacques et moi, il nous est impossible de rester chez nous. Nous nous sommes depuis toujours laissé bousculer. Je suis heureuse d'être chrétienne d'une église de plein vent...



Où est ton Dieu?

par Jean-Michel Verstraete,
prêtre de la Mission de France

Jean-Michel Verstraete, a été ouvrier pendant 40 années comme chauffeur routier et conducteur d'engins dans les travaux publics pour témoigner de l'Évangile. Membre de l'équipe BTP (Bâtiments Travaux Publics) Il a travaillé sur de grands chantiers comme celui, du Tunnel sous la Manche. Il fut membre actif de la CGT et responsable syndical. Après 40 années, quels sont les fruits de ce long enfouissement ? Un prêtre peut-il être ouvrier et responsable syndical ? Une chose est sûre, Jean-Michel Verstraete a voulu se faire ouvrier avec les ouvriers, un monde que l'Église a du mal à côtoyer, épousant leurs causes et leurs souffrances, pour être au milieu d'eux un point d'interrogation : « Où est ton Dieu ? »

Le pacte civique, un appel à penser, agir, vivre autrement en démocratie

Par Jean-Baptiste de Foucauld et Jean-Claude Devèze



Jean-Baptiste de Foucauld est à l'initiative du Pacte civique. Il est fondateur de **Démocratie & Spiritualité**, auteur de nombreux ouvrages, dont « *L'abondance frugale – Pour une nouvelle solidarité* » (Odile Jacob, 2010).



Jean-Claude Devèze est secrétaire de **Démocratie & Spiritualité**, secrétaire de l'Inter-réseaux développement rural, directeur de la publication **Grain de sel**.

Des organisations et des personnalités de la société civile lançaient le 14 et 15 mai à 2011 Issy-les-Moulineaux un pacte civique pour renouveler le vivre ensemble et rénover la qualité démocratique. Qu'est-ce que le pacte civique ? D'où vient-il ? Quelle est son ambition ?

Qu'est-ce que le Pacte civique¹ ?

Comme tout pacte, le pacte civique se veut à la fois pertinent par rapport au vécu de ceux qui y adhèrent et exigeant dans ce qu'il propose. Il s'agit de réunir des personnes et des organisations de la société civile qui veulent travailler ensemble à résister aux dérives de notre société et de notre

¹ Voir le site www.pacte-civique.org

démocratie pour inventer un futur désirable pour tous.

Par ailleurs, il privilégie le civisme, c'est à dire le respect, l'attachement et le dévouement du citoyen pour son pays et pour la collectivité dans laquelle il vit. Compte-tenu des évolutions du contexte dans lequel vivent les français, il s'agit bien entendu de le faire en prenant en compte aussi les dimensions citoyennes européennes et transnationales.

Conscients de l'importance des changements à accomplir pour promouvoir un nouveau contrat social et démocratique, les initiateurs du pacte civique proposent d'œuvrer en privilégiant quatre impératifs communs : être créateurs de sens, à l'exemple des créatifs culturels ; être sobres pour économiser les ressources, en distinguant l'essentiel du superflu et en recherchant de nouveaux modes de développement ; être justes pour assurer le respect des droits fondamentaux pour tous et le partage des richesses ; être fraternels pour n'oublier personne et mobiliser les capacités de tous et ainsi améliorer la qualité du fonctionnement de notre démocratie.

Son ambition est une transformation progressive de nos mentalités individuelles et collectives à travers des engagements pris à la fois à titre

personnel, en tant que citoyen et à titre d'acteur ; ces engagements pris par les personnes et les organisations qui adhèrent au pacte civique constituent des leviers pour articuler les transformations personnelles et sociales et pour soutenir les résistances créatrices.

Sont prévues aussi les interpellations des candidats aux élections, en premier lieu présidentielles de 2012, à l'exemple de ce qu'a réalisé en 2007 le pacte écologique

À cet effet, des groupes de travail ont été constitués : ils approfondissent des thèmes prioritaires et proposent des engagements à prendre et des moyens à mettre en œuvre pour favoriser les changements dans ces domaines. Ceci devra aussi permettre d'appuyer des initiatives, des expérimentations, des débats constructifs, organisés pour préparer des réformes indispensables...

Persuadé que tout changement demande du temps, le pacte civique est voulu comme une démarche commune à conduire dans la durée : réussir les journées du lancement du pacte civique, faire adhérer, appuyer les initiatives des adhérents et renforcer les coopérations, organiser des liens avec divers partenaires, interpellier les candidats aux élections, continuer à enrichir le pacte civique avec tous ceux et celles qui sont prêts à

se mobiliser pour en faire un mouvement, évaluer les résultats obtenus...

D'où vient le Pacte civique ?

La genèse du Pacte civique est d'abord liée à l'histoire de Démocratie & Spiritualité. Cette association, créée en 1993 après la chute du mur de Berlin, reposait sur l'intuition qu'on entrerait dans une nouvelle époque, d'où dans sa charte l'accent mis sur la disqualification des idéologies, l'accélération de la mondialisation, la montée de l'exclusion qui mine la démocratie, la perte de repères des individus... Démocratie & Spiritualité, recherchant un nouveau souffle pour concrétiser ses intuitions, proposa comme thème de son Université d'été de 2005 « comment les démarches, expressions et pratiques spirituelles de chacun peuvent-elles davantage contribuer au vivre ensemble dans notre cadre

laïc et républicain ? ». Des membres de “La Vie Nouvelle” et de “Poursuivre” participèrent à cette université d'été, ce qui conduisit à coorganiser avec eux un colloque en décembre 2006 à Saint-Denis avec pour thème « La politique au risque de la spiritualité ».

Des participants ayant posé la question de la suite à donner à ce colloque, il fut proposé de s'appuyer sur les leçons positives à tirer du pacte écologique pour lancer un pacte civique. Jean-Baptiste de Foucauld proposa en 2007 à Démocratie & Spiritualité, La Vie Nouvelle et Poursuivre de réunir des organisations de la société civile ayant signé des manifestes et des appels pour élaborer ensemble le pacte civique et d'abord une plateforme commune. Celle-ci, intitulée « Face à la crise, penser, agir, vivre autrement en démocratie » fut adoptée en juin 2009 ; ce sont les organisations et personnalités² signa-

² ATD Quart-Monde, Agence pour l'éducation par le sport, Club de Budapest, Collectif appel à la fraternité, Coorace, Démocratie & Spiritualité, FONDA, Initiatives et Changement, La Vie Nouvelle, Poursuivre, Récit, Solidarités nouvelles face au chômage, Alphandéry Claude (Labo de l'ESS), Ancel Geneviève et Viveret Patrick (Dialogues en Humanité), Bastide Jean (président de France Bénévolat), Caillé Alain (MAUSS : Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales), Calame Pierre (Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme), Decrop Geneviève (pétition contre la baisse des impôts), Dubois Jean-Pierre (président de la Ligue des Droits de l'Homme), Sibille Hugues (ancien délégué à l'innovation et à l'économie sociale), Pascal Frédéric (doyen du Conseil économique, social et environnemental)...

taires de cette plateforme qui constituent le collectif chargé de la conduite de la démarche pacte civique.

Quelle est son ambition ?

Les promoteurs du pacte civique, conscients qu'il existe de multiples autres initiatives que la leur, ne prétendent pas couvrir tous les domaines de notre vie sociale ou regrouper l'ensemble de la société civile ; par contre ils croient que la démarche originale du pacte civique peut être utile à plus d'un titre :

- face à la tendance à se défausser de nos responsabilités sur les politiques, les médias, les capitalistes, etc., ils espèrent favoriser une dyna-

mique de responsabilisation personnelle et collective ;

- face à notre recherche de sens et de cohérence, ils ont l'ambition d'aider à lier l'individuel et le collectif, l'intériorisation et l'implication, le rationnel et le symbolique... ;

- face aux limites des approches partisans, ils cherchent à rassembler des énergies autour de leviers de changement prioritaires³ ;

- face à la crise de notre vie démocratique, ils croient possible d'augmenter le nombre de citoyens se sentant concernés par les problèmes à régler, et donc les projets à initier et à mettre en œuvre (démocratie d'implication), convaincus que l'approche collective est plus fructueuse que

³ Titre des ateliers du 14/15 mai à titre d'exemple :

A - Être nous-même le changement que nous voulons pour la société

B - Promouvoir une école émancipatrice au service d'un contrat social et démocratique renouvelé

C - Progresser vers un service civique généralisé de qualité

D - Inventer les modes d'expression, d'écoute et de prise en considération des personnes en situation d'exclusion

E - Développer une attitude écologiquement responsable

F - Réinventer la responsabilité sociale de l'entreprise

G - Mettre les médias au service de la démocratie

H - Co-construire le vivre-ensemble dans les quartiers menacés de fracture

I - Allier le pouvoir d'agir des élus et des citoyens : la fraternité dans les territoires

J - Exercer nos citoyennetés européennes et transnationales

K - Construire une fiscalité juste à la hauteur des défis présents et futurs

L - Faire de l'emploi pour tous une priorité partagée par tous

l'approche individuelle et qu'une décision élaborée en commun a plus de chance d'être bien mise en œuvre (démocratie d'élaboration), disposés à confronter leurs idées et leurs expériences en respectant une éthique du débat pour dégager des compromis constructifs (démocratie de délibération) ;

- face à la difficulté de la société civile de se faire entendre de la société politico-médiatique, ils veulent peser ensemble pour devenir audible et crédibles. Il s'agit de favoriser la rencontre entre les forces de la société civile qui acceptent d'inscrire leur projet dans une perspective politique, les acteurs de la société politique conscients de la nécessité de changer leur rapport au pouvoir et les médias capables de sortir des logiques de communication à court terme ;

- face au foisonnement des organisations et des initiatives de la société civile, ils croient possible de mieux se connaître et, chaque fois que c'est judicieux, de soutenir les initiatives d'autres organisations ou de coopérer pour des projets communs.

En conclusion, le Pacte civique cherche à rétablir « la confiance en s'appuyant sur ce qui constitue la colonne vertébrale de nos sociétés : l'option pour la démocratie et le respect de la personne humaine. En se souvenant que l'espérance est un principe actif et que les métamorphoses, même improbables à un moment donné, sont possibles si l'on fait confiance aux capacités créatrices de chacun ». Cela constitue un pari audacieux pour une démarche ambitieuse. À chacun de se situer par rapport à cette aventure qui nous dépasse et de décider comment s'y impliquer.

Livres reçus à la Rédaction de la Lettre aux Communautés

(Livres reçus depuis mars 2011)

Guy Aurenche	<i>Le souffle d'une vie - Quarante ans de combat pour une terre solidaire</i>	Albin Michel 258 pages
Bernard Perret	<i>Pour une raison écologique</i>	Flammarion 256 pages
Jérôme Cordelier	<i>Rebelles de Dieu</i>	Flammarion 288 pages
Marie-Françoise Boutemy	<i>Prier 15 jours avec Claire Monestès fondatrice des xavières</i>	Nouvelle Cité 128 pages
René Valette	<i>Le goût d'un monde solidaire L'engagement d'un chrétien</i>	Éd de l'Atelier 144 pages
François Soulage Geneviève Médevielle	<i>Immigration. Pourquoi les chrétiens ne peuvent pas se taire ?</i>	Éd de l'Atelier 96 pages
Sous la direction d'André Vauchez	<i>L'intuition prophétique Enjeu pour aujourd'hui</i>	Éd de l'Atelier 192 pages
Raul Fonet-Betancourt	<i>La philosophie interculturelle Penser autrement le monde</i>	Éd de l'Atelier 216 pages
Sous la direction de Frédéric Louzeau	<i>Jésus de Nazareth Etudes</i>	Parole et Silence 140 pages
Emmanuel Falque	<i>Les Noces de l'Agneau Essai philosophique sur le corps et l'eucharistie</i>	Cerf 386 pages

« La politique, une bonne nouvelle », une session pour les jeunes

par Amélie Rouault



Amélie est responsable du Service Jeunes de la Communauté Mission de France.

Cette session existe depuis 1996. Depuis, elle a lieu tous les deux ans, elle est portée par le Réseau jeunesse ignatien (RJI) en coordination avec plusieurs associations¹, dont le Service Jeunes de la Communauté Mission de France.

Son objectif pédagogique est de donner des bases pour comprendre le sens de l'engagement politique, puis envisager les moyens d'agir et fi-

¹ Centre de recherche et d'action sociale (Ceras), Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), communautés du Chemin neuf et Vie chrétienne, Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), Délégation catholique pour la coopération (DCC), Mission de France, Mission étudiante, Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC), Mouvement chrétien des cadres et dirigeants (MCC), Scouts et Guides de France.

nalement se frotter à la réalité du débat politique. Pendant une semaine alternent des témoignages de personnalités engagées et venues d'horizons variés, des exercices pratiques, des temps de relecture et des temps de prières. Mais ce sont surtout les débats d'idées qui enrichissent les ateliers, les pauses et les repas qui font la marque propre de cette session. Elle permet une progression individuelle des participants. Le programme de la session est assez chargé – une seule après-midi de libre pour découvrir Aix-en-Provence ou les calanques de Cassis –. Les deux premiers jours permettent de rappeler les fondements de la politique et de l'engagement chrétien, avec les interventions de sociologue, historien, politiques. Les deux jours suivants sont consacrés aux réalités de l'engagement politique. Les trois derniers jours abordent les thèmes des convictions et conflits.

Il ne faut pas oublier la dimension spirituelle de cette session. Malgré leurs différences, les participants partagent le souci d'agir dans le respect de leur identité chrétienne. Chacun est finalement à la recherche d'une pratique chrétienne et raison-

née de la politique. « Celui qui méprise la politique ne peut pas dire qu'il aime son prochain. »². Le but de cette session n'est pas de délivrer un message spécifiquement catholique, et surtout pas de dire pour qui il faut voter, mais d'éveiller la sensibilité politique des jeunes chrétiens, d'éclairer leurs choix et d'approfondir le rapport entre foi et politique.

La session « politique, une bonne nouvelle » réunit tous les deux ans entre 50 et 100 étudiants et jeunes professionnels dans le respect des convictions de chacun. Beaucoup viennent par les mouvements organisateurs partenaires, un grand nombre par le bouche à oreille, internet, etc. Certains participants sont déjà engagés dans un parti, un mouvement d'Église ou une association, d'autres se cherchent et s'interrogent. Ce sont en majorité de jeunes professionnels, mais l'on croise aussi des étudiants en histoire, écoles de commerce, psychologie ou sciences. Ils sont sceptiques ou enthousiastes par rapport à la politique, les participants ont des motivations diverses, à l'image de leur parcours : simple découverte, moyen de clarifier leur convictions...

² Citation, extraite du document "*Qu'as-tu fait de ton frère ?*" de la Conférence des évêques de France

J'ai participé à la session

par **Guillaume Demonchy**



Guillaume, 31 ans, professeur de mathématiques en lycée, est responsable de l'équipe Service Jeunes de la Communauté Vie Chrétienne (laïcs de spiritualité ignatienne).

« Politique » : c'est important. « Bonne nouvelle » : c'est essentiel. Trouver un lieu pour en parler, rencontrer des personnes diverses qui désirent se former et échanger sur l'articulation de ces deux réalités : c'est ce que m'a offert la session « La politique, une bonne nouvelle » (www.politiquebonnenouvelle.eu), c'est ce dont je voudrais témoigner. Le titre de cette session est provocateur. Pour beaucoup d'entre nous, pour moi dans une large mesure, la politique est un mal nécessaire, un lieu de mensonge, de bê-

tise et de violence, beaucoup plus qu'une bonne nouvelle. Je ne reviens pas là-dessus, je crois que ce n'est que réalisme. L'actualité est éloquente sur le degré d'impuissance et de faiblesse de nombre d'hommes politiques. Pourtant, je suis allé à cette session, j'en suis heureux et je souhaite inviter largement à faire cette expérience, même s'il faudra attendre encore un peu : la session ayant lieu tous les deux ans, la prochaine est prévue fin août 2012. J'ai été touché par la diversité des participants, qui reflète la diversité des partenaires de l'association organisatrice¹ (la CVX² avait été invitée à participer à l'organisation, mais n'avait trouvé personne à envoyer). Cette belle diversité s'est exprimée en particulier dans les prières du matin qui étaient confiées à tour de rôle aux différents mouvements représentés dans l'équipe d'organisation. J'ai été touché par ce que nous ont dit les intervenants, qui, pour la plupart, ont passé quelques jours avec nous, ce qui a permis des échanges nombreux en plus de leur prise de parole devant tout le groupe. J'ai été plus particulièrement

¹ voir la note 1 de l'article précédent

² voir le site www.cvxfrance.com

marqué par l'intervention de Christine Duflot, secrétaire nationale des Verts, et par celle du père Christoph Theobald, théologien jésuite. Le père Theobald nous a invité à mesurer l'ampleur décisive des problèmes politiques qui sont devant nous. La force du « à quoi bon ? » dans l'air que nous respirons nous met devant la nécessité d'une foi élémentaire en la vie, d'un « faire crédit » à la vie. Suite à cet appel universel à la foi, il nous a aussi parlé de tout ce que la contemplation du Christ peut apporter à ceux qui s'engagent en politique : la force et l'humilité de la

conviction, en même temps que la liberté de ne pas faire de la politique un absolu. Cette session est bien double : une formation à la politique, à travers des contenus théoriques et des exercices pratiques (et ludiques), et en même temps un itinéraire spirituel, grâce à des temps de relecture et de prière. Cette session sait lier la politique à la bonne nouvelle. Elle m'a fait sentir et goûter ce dont je suis convaincu, même si j'en doute bien souvent : que la politique est aussi une bonne nouvelle, que la bonne nouvelle peut transfigurer aussi la politique.

Pourquoi m'êtré engagé ?

par Antoine Carette



Antoine Carette, 23 ans, étudiant en économie à Science-Po à Paris, est engagé dans le parti politique du Modem.

Intéressé très tôt par la vie publique, j'ai pris part à la campagne présidentielle de 2007 et ai fait campagne avant tout pour un homme qui portait un projet crédible et respectant mes valeurs humaines et républicaines. J'étais militant très localement à Versailles, j'ai apprécié la vie d'équipe.

Au cours d'un meeting, un des premiers pour moi, une candidate aux législatives à Antony (Hauts-de-Seine) m'a demandé d'aller l'aider. Rendez-vous pris pour le samedi suivant. J'arrive sur le marché où nous devons distribuer des tracts et après 30 minutes, une bande de jeunes adolescents portant un polo aux couleurs de leur parti vient nous agresser, nous arracher les tracts

des mains pour finalement insulter vertement la candidate. J'ai ressenti une colère et une indignation intenses. Je ne pouvais pas laisser mon pays dans ce climat de haine ! Je devais m'engager activement pour changer les pratiques.

Après les législatives, j'ai dû déménager régulièrement en Ile de France. Mon point d'accroche naturel était Paris et j'ai proposé un peu de mon temps libre pour aider le siège national du nouveau parti qui se créait. M'engager pour porter les idées qui me paraissaient les plus justes devant mes concitoyens est devenu peu à peu une évidence. De dilettante je suis passé à passionné !

Pourquoi un parti ? Ce que ça m'apporte ?

À vrai dire, je suis un peu tombé dedans par hasard puisque je soutenais d'abord un homme, un candidat à la présidentielle. Je suis aujourd'hui engagé dans un parti car les élections sont nobles. Le droit de vote universel et la liberté de se présenter devant ses concitoyens pour les représenter sont deux avancées considérables et un héritage que nous devons préserver. Nous, citoyens, sommes maîtres de la gestion de la collectivité, de l'Etat, de notre patrimoine commun. Je considère

la société humaine comme une grande communauté. C'est ma vision chrétienne-démocrate de la société, mon interprétation du mot « prochain ». Chacun doit y trouver sa place et participer avec ses moyens. C'est le sens de l'impôt (plus noble vu comme ça !), de la candidature à une élection, de l'engagement associatif, du service civique, etc.

Mes engagements, pourquoi je suis passionné ?

Ce qui me touche le plus aujourd'hui, c'est le désintérêt qu'ont une grande partie des Français pour la chose publique, la "Res publica". C'est une perte d'espoir, perte de confiance dans la société. Beaucoup pensent qu'on ne pourra rien changer. Je suis intimement convaincu du contraire ! Pour être entendus il faut participer, et plus une tranche de population délaisse les scrutins, plus elle est délaissée par les politiques qui - et c'est compréhensible - cherchent des électeurs fiables, en particulier les plus de 65 ans qui se déplacent systématiquement les jours de vote. C'est terrible pour la société, car petit à petit, ce sont les thématiques "seniors" qui prennent possession du débat public sans laisser de grande place aux jeunes et à l'in-

novation en général. C'est pour cela que la politique n'évolue pas assez vite, n'accompagne pas les évolutions de la société, mais se replie sur les peurs et conduit aux extrémismes. Quand je m'engage, je pense à mes concitoyens, mais aussi à mes futurs enfants, aux générations qui arrivent et qui devront trouver un cadre pour s'épanouir.

En tant que jeune, qu'est ce que ça veut dire?

Il faut des jeunes engagés ! Voilà pourquoi je tiens bon et que j'essaie de transmettre ma passion à ceux qui m'entourent ! Quand je parle de jeunes, ça peut être les moins de 30 ans, mais c'est également tous ceux qui refusent l'immobilisme, qui vont dans le sens de l'innovation : place des femmes, évolution de la démocratie à l'échelon local, nouvelles formes d'expression populaires... Les associations jouent un grand rôle en ce sens, mais si leurs combats ne sont pas relayés par la classe politique, elles peinent à être entendues et à étendre leur action à un échelon plus large.

En tant que jeune, je suis amusé et frappé par ce qu'on lit chaque jour dans les médias : les jeunes seraient débauchés, une menace pour la société ! Les études menées chaque année par

l'AFEV montrent que de manière constante 50% des français jugent la jeunesse comme une menace ! Ce n'est pas nouveau : on a trouvé sur les murs de Babylone une inscription datant de 5000 ans : « La jeunesse d'aujourd'hui n'égale jamais celle d'autrefois ». Socrate disait lui : « les jeunes d'aujourd'hui aiment le luxe, sont mal élevés, méprisent l'autorité... ». Le problème est que l'on crée des classifications artificielles : les « jeunes », ça n'existe pas en soi ! Chaque individu est différent. D'ailleurs lorsque l'on évoque avec les gens les jeunes qui les entourent (famille ou amis), le discours est totalement différent : les jeunes que l'on connaît sont toujours mieux que les autres !

Mon combat aujourd'hui, c'est d'essayer de faire se rencontrer les gens, de retisser le lien social. La montée des extrémismes est une illustration de la perte de lien, il n'y a plus de dialogue, plus de rencontre de l'autre. Pour arriver à cela, il ne faut pas faire de jeunisme. Ce n'est pas parce qu'on est jeune qu'on doit avoir plus de poids que les autres. Il faut au contraire rassembler toutes les forces vives de notre pays pour leur faire prendre conscience que nous avons un intérêt commun à travailler ensemble.

L'AITEC c'est quoi ?

Créée par des urbanistes, économistes, cadres d'entreprises, juristes..., dans une volonté de (re) lier la pratique professionnelle à l'engagement politique, l'Aitec participe à la construction d'une expertise ancrée dans les luttes sociales et à la formulation de propositions alternatives.

Depuis, 1983, nous partons du principe qu'une expertise élaborée collectivement à partir de débats contradictoires, peut contribuer à la transformation sociale.

Quelques-uns des objectifs que nous nous fixons :

- Travailler sur le contenu des propositions alternatives à toutes les politiques qui vont à l'encontre de la garantie des DES-CE (droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux) ;

- développer les passerelles entre les disciplines et entre les acteurs ;

- (re)lier le savoir technique et l'engagement politique ;

- Placer l'expertise citoyenne au coeur du processus de décision démocratique, de renforcement de la société civile.

La démarche de l'AITEC

Clairement située dans le champ des questions d'économie politique internationale, l'Aitec a développé une réflexion sur plusieurs thèmes depuis sa création, dont principalement : le droit à la ville et l'accès au logement, la démocratisation et le devenir des services publics, la réforme des institutions financières internationales, l'annulation de la dette et la mise en place d'un droit international de la dette, la

liaison entre commerce international et développement, le rôle de l'expertise citoyenne.

Fonctionnant en réseau, l'Aitec participe au mouvement de solidarité internationale.

Nous avons nos locaux au CICP, Centre International de Culture Populaire, une maison regroupant plus de 60 associations de solidarité internationale et d'appui aux luttes pour l'accès aux droits.

Sur le plan international (forums sociaux, projets de terrain), nous sommes activement engagés dans le projet d'IPAM, Initiatives Pour un Autre Monde et dans le développement du réseau Alternatives International.

L'Aitec participe activement à la vie du CRID - Centre de Recherche et d'Informations sur le Développement.

Le long chemin de la démocratie locale

par David Bodinier



Formé en Gestion Urbaine par l'Institut de Carrières Sociales de Grenoble et le Centre pour l'innovation sociale de Barcelone (NOVA), David a travaillé sur

plusieurs projets urbains en région parisienne avec l'AITEC et ACT Consultants (Société d'études et de conseil). Il vit à Grenoble et participe actuellement à l'expérimentation de nouvelles méthodes d'organisation des habitants, inspirées des États Unis.

La démocratie locale est un fait notoire de ces dernières années. Des initiatives locales voient le jour à travers le monde. Ici, des personnes agissent pour transformer leurs cadres de vie. Là, des institutions proposent aux citoyens de faire de la politique « autrement ». Partout les citoyens agissent pour changer le monde à leur échelle. Pour autant, la démocratie locale n'est pas une idée récente. Elle remonte à l'Antiquité avec la démocratie athénienne. Fernand Braudel a montré son importance au Moyen-âge dans les villes méditerranéennes à Venise ou Florence. Mais alors pourquoi un tel retour sur le devant de la scène de la démocratie locale, comme s'il s'agissait d'une idée nouvelle ? Pourquoi penser aujourd'hui

que l'avenir de la démocratie passe par son expérimentation au niveau local dans un contexte de mondialisation qui privilégie l'échelle globale ? Depuis une trentaine d'années, les États ont perdu maintes prérogatives, traversés qu'ils sont par la mondialisation et la décentralisation. Ces deux dynamiques ont laissé la place à un nouveau champ d'action pour le citoyen au niveau local. D'où l'importance retrouvée de l'idée de démocratie locale, comme nous le montrerons à travers deux exemples en Argentine et au Cameroun. Dans une deuxième partie, nous apportons un regard critique sur les « dispositifs participatifs » à travers l'exemple de l'aménagement du territoire. Pour terminer, nous proposons des pistes de réflexion afin d'envisager l'hybridation entre les alternatives locales et les institutions, à partir du lien entre pouvoir et savoirs.

Du côté de l'Amérique latine et de l'Afrique

Au cours des 30 dernières années, la mondialisation néolibérale a provoqué l'aggravation des inégalités socio-économiques et accentué la crise

écologique. Face à cette situation, des milliers de citoyens agissent. Ce mouvement a la particularité d'articuler action locale et action mondiale. Beaucoup ont pris conscience des conséquences globales de leurs manières de vivre. Tous les domaines de la vie quotidienne sont concernés, tels que l'alimentation, la consommation d'énergie, les déplacements et l'habitat. Dans chaque quartier, chaque ville, des alternatives naissent de l'action des citoyens. Au niveau mondial, ce phénomène a abouti à la création d'un espace international d'échanges : le Forum social Mondial. Dès la première édition, en 2001 à Porto Alegre, les participants ont témoigné du renouveau de la démocratie locale. Le budget participatif de Porto Alegre étant un exemple suffisamment médiatisé, nous allons nous intéresser à deux expériences, moins connues du public, menées par des habitants pour résoudre des questions liées à leur vie quotidienne.

Les assemblées de voisins en Argentine sont nées après la crise économique et politique de 2001. Selon Pedro Brieger¹, il s'agit de l'un des

¹ Texte disponible sur : <http://base.d-p-h.info/fr/fiches/dph/fiche-dph-6834.html>

phénomènes les plus nouveaux et intéressants de la politique argentine contemporaine. Notons que ce ne sont pas des processus de participation portés par des institutions. Au contraire la participation aux assemblées de voisins « s'est faite sur une initiative personnelle des individus agissant simplement en tant que voisins, alors même que, dans bien des cas, ils n'avaient jamais exercé d'activité politique d'aucun type ». Ces assemblées ont abouti à la réappropriation des outils de production. Prenons l'exemple de la fabrique de pain Cinco, fermée en octobre 2001. Quelques mois plus tard, « une assemblée de voisins qui cherchait des formes d'obtenir du pain meilleur marché s'est unie avec un groupe de vingt ouvriers de la fabrique qui avaient été licenciés. Après une assemblée conjointe, des voisins et des ex-ouvriers prirent l'usine ». On compte environ 200 usines réappropriées de cette manière au cours des années 2001-2002 avec un rôle important des assemblées de voisins. Ces expériences se sont déroulées dans un contexte de grave crise de l'action de l'État. Pedro Brieger précise : « ces Assemblées n'espèrent plus que l'État prenne en

charge certaines tâches ; elles prennent l'initiative et réalisent elle-même les actions ». Et ce n'est pas un cas isolé : partout dans le monde, des citoyens agissent pour faire face aux conséquences de la mondialisation néolibérale.

C'est ce que nous retrouvons dans l'organisation des habitants de Yaoundé au Cameroun. Cette expérience est née dans un autre contexte que l'Argentine. Il s'agit de la crise de la dette qui a touché une grande partie des pays du tiers-monde durant les années 80. Pour faire face au remboursement de la dette, les États ont subi des programmes d'ajustements structurels, qui différaient peu des actuels plans d'austérité européens. Ces programmes, imposés par les institutions financières internationales, ont provoqué une dégradation des services publics, au grand bonheur des multinationales. Face à cette situation, des habitants de Yaoundé se sont organisés pour améliorer leur qualité de vie au quotidien. Achille Noupeou² raconte : « les habitants ont compris qu'il était utile de s'organiser collectivement (...) pour mener des réflexions sur com-

² Texte disponible à cette adresse : <http://base.d-p-h.info/fr/fiches/dph/fiche-dph-8715.html>

ment résoudre définitivement le problème de la crise énergétique à Yaoundé, afin de faciliter l'accès à un certain nombre de services sociaux de base à l'échelle locale ». Pendant plusieurs mois, les actions des habitants, regroupés au sein de « comités », ont permis l'implantation de 75 lampadaires installés dans 10 quartiers de la capitale. Une petite victoire qui est le résultat du pouvoir d'agir des citoyens.

Si l'assemblée des voisins d'Argentine est née dans un contexte de crise de l'État, l'action menée par les habitants de Yaoundé s'inscrit plutôt dans le contexte de crise de la Dette. À travers ces deux exemples, nous avons voulu montrer que la vitalité de la démocratie locale découle directement de l'action des habitants, à la différence des projets participatifs en France qui se basent rarement sur les savoirs et pratiques des citoyens.

Du côté de la France

Pour ce qui est de la France à présent, notons d'abord que la perception de la démocratie locale y est globalement restrictive. On limite souvent

son champ aux seuls projets de « participation des habitants ». Les expériences d'autogestion municipale de la fin des années 60 sont globalement tombées dans l'oubli. Pourtant l'idée de la démocratie locale avait été activement diffusée par des associations comme l'ADELS ou un parti comme le PSU. Mais peu à peu, la radicalité autogestionnaire a perdu de son éclat et la gestion municipale a repris le dessus. S'il existe bien un certain renouveau de la démocratie locale grâce à l'activisme des citoyens, nous proposons ici de nous concentrer sur les « dispositifs participatifs » mis en place par les collectivités territoriales.

Faisons d'abord un détour par l'histoire de l'aménagement du territoire en nous appuyant sur les passionnants ouvrages du sociologue Michel Marié³. Cet ancien séminariste de la Mission de France a analysé avec acuité les doctrines des ingénieurs et urbanistes du ministère de l'équipement, à l'origine de l'idée d'aménagement du territoire. Selon lui, l'aménagement du territoire a été très marqué par l'expérience coloniale produisant une vision technicienne et

³ Voir le site de Marié Michel : www.michel-marie.eu

dominante sur les territoires et les sociétés locales. À l'aménagement, Michel Marié a opposé l'idée de ménagement en rappelant que « pour qu'un espace soit habité, il ne suffit pas qu'il soit construit. Encore faut-il qu'il soit travaillé par le sens que lui donnent les gens qui l'habitent ». Cette distinction nous intéresse, car la décentralisation et l'abandon du Plan en 1993 vont confier de larges responsabilités aux collectivités territoriales et notamment, une partie de l'aménagement du territoire. Au cours des années 90, en quête de légitimité et de reconnaissance auprès de la population, les collectivités locales proposeront des approches participatives. Mais, dans la grande majorité des cas, ces dispositifs vont accompagner le triomphe de la pensée technicienne.

Précisons. En règle générale, les dispositifs participatifs consistent à « faire participer » les habitants à un projet élaboré par les techniciens d'une municipalité. Il s'agit par exemple de lancer un programme de rénovation des logements, de création d'un éco-quartier ou encore de l'implantation d'un tramway. Nous allons décrire rapidement les méthodes utilisées. À la demande des élus, les techniciens municipaux invitent les

habitants à participer à des débats. Souvent, ces séances se déroulent autour d'un exposé imagé (“Powerpoint”) présenté par un consultant ou un technicien municipal. Le débat permet des avis contradictoires mais se déroule dans des termes définis par les techniciens, ce qui nous éloigne de la pratique de la démocratie locale qui se base sur les savoirs et pratiques des citoyens. Inévitablement, le résultat de ces dispositifs est la validation par les habitants des idées techniciennes qui sont en définitive les seules à triompher dans ce simulacre de démocratie. La position des techniciens diffère peu de celles de leurs aînés du ministère de l'équipement, dont Michel Marié a montré l'influence héritée de l'expérience coloniale. C'est une illustration de la définition que donne le philosophe italien Giorgio Agamben des « dispositifs » : « tout ce qui a, d'une manière ou d'une autre, la capacité de capturer, d'orienter, de déterminer, d'intercepter, de modeler, de contrôler et d'assurer les gestes, les conduites, les opinions et les discours des êtres vivants ». En définitive, les dispositifs sont des instruments qui permettent de maintenir un pouvoir en utilisant les savoirs de l'expertise. Il s'agit donc de ne pas tomber dans le piège

qui voudrait nous faire prendre les dispositifs de contrôle pour un exercice de la démocratie.

Réduire l'écart entre les alternatives locales et les dispositifs institutionnels

Un long chemin reste à parcourir pour réduire l'écart entre les alternatives locales et les dispositifs des institutions. Il existe pourtant d'innombrables exemples de programmes municipaux promus par des citoyens ou des associations, qui se sont révélés particulièrement pertinents. L'articulation des deux dimensions est même souhaitable et nécessaire pour opérer un changement d'échelle significatif. Il existe des espaces qui tentent cette réconciliation. Parmi eux, le Forum des Autorités Locales (FAL)⁴, créé lors du premier Forum social Mondial, qui a pour objectif de discuter du rôle des municipalités et régions dans la construction d'une autre mondialisation. L'intérêt est de partir des expériences menées par les citoyens et associations afin de les diffuser à plus grande échelle. Parmi ces expériences : la campagne

sur la régularisation foncière ou encore l'initiative internationale intitulée « Zéro Expulsions », qui permet d'éviter chaque année des milliers d'expulsions locatives.

L'une des difficultés de l'articulation entre les mouvements sociaux et les collectivités locales concerne l'expertise. Comme nous l'avons déjà vu, il existe des risques de confondre la démocratie locale avec certains dispositifs qui aboutissent à la domination des savoirs techniciens. Comment résoudre cette contradiction ? C'est l'un des champs de réflexion de l'Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs (AITEC)⁵ qui « regroupe depuis 1983, des praticiens et des experts de diverses disciplines dans l'objectif de faciliter l'exercice pluridisciplinaire de leurs activités et de promouvoir une réflexion sur les implications sociales et politiques de ces disciplines ». Il paraît nécessaire de socialiser les savoirs pour développer un pouvoir d'agir, comme le montrent les analyses de Michel Foucault : « pouvoir et savoir s'impliquent directement l'un l'autre ; il n'y a

⁴ Réseau FAL, <http://redfal.org>

⁵ Voir le site <http://aitec.reseau-ipam.org>

pas de relation de pouvoir sans constitution corrélatrice d'un champ de savoir, ni de savoir qui ne suppose et ne constitue en même temps des relations de pouvoir. » Prenons l'exemple du mouvement Giros⁶ à Rosario en Argentine, qui a créé une table d'experts bénévoles et indépendants pour aider les habitants à construire des alternatives crédibles pour l'aménagement d'un quartier. La socialisation des savoirs a permis le développement d'un projet alternatif qui est construit à partir des besoins des habitants. Mais il est rare que les pouvoirs locaux voient d'un très bon œil la construction d'un espace citoyen de socialisation des savoirs, car l'expertise constitue le fondement du pouvoir dans nos sociétés modernes. La résistance est pourtant nécessaire comme le rappelle Michel Marié : « un dispositif technique n'a de chance (...) de bien fonctionner que si, paradoxalement, il a su affronter des sociétés locales assez fortes pour lui résister et donc composer avec de l'épaisseur sociale ».

Le pouvoir d'agir est lié à l'appropriation des savoirs

La réappropriation des savoirs est complémentaire du pouvoir d'agir des citoyens. D'où l'importance de tous les réseaux d'échanges de savoirs ou des lieux de vie communautaire où nous partageons nos savoirs pratiques et théoriques ! Internet est également un gisement d'échanges de savoirs, comme l'exemple de la base de données internationale intitulée « dialogues, propositions, histoires pour une citoyenneté mondiale » (DPH)⁷ qui permet « l'échange d'expériences, la construction de références et de propositions communes indispensables au développement d'une citoyenneté mondiale et au renforcement des actions locales ». Comme dans le cas de l'Argentine ou du Cameroun, ces expériences peuvent être particulièrement utiles pour lutter contre les conséquences de la crise de la dette qui sévit actuellement en Europe. Alors que les bidonvilles refont surface aux marges des villes européennes et que la pauvreté s'étend, nous avons le devoir de poursuivre l'action dans la construction d'un autre monde.

⁶ <http://www.girosrosario.org/>

⁷ www.d-p-h.info/index_fr.html

Bibliographie :

- Braudel Fernand, *Civilisation matérielle, Économie et Capitalisme - XVe-XVIIe siècle, les structures du quotidien*, Armand Colin, 1979. www.forumsocialmundial.org.br
- Roux Adrien, *50 ans de démocratie locale : Comment la participation citoyenne s'est laissée endormir, pourquoi elle doit reprendre le combat*, avril 2011, Co-édition ADELS – Yves Michel.
- Marié Michel, *Aménager ou ménager le territoire ?*, les Annales des Ponts et Chaussées, Janvier 1996.
- Agamben Giorgio, *Qu'est ce qu'un dispositif ?*, traduit de l'italien par Martin Rueff, Rivages Poche-Petite Bibliothèque, mars 2007.
- Foucault Michel, *Surveiller et Punir*, Edition Gallimard, 1975.

Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu

(Mt 22, 15-22)

par Malou Le Bars



Membre de la
Communauté Mission
de France, dans
l'équipe de Basse-
Bretagne, Malou anime
divers groupes de
lecture de la Bible.

Jésus vient de raconter trois paraboles dans le Temple, en réponse aux grands prêtres, aux anciens du peuple (Mt 21, 23), et aux Pharisiens (21, 45) : la parabole des deux fils envoyés à la vigne, celle des vigneronniers meurtriers et la parabole des invités à la noce. Les Pharisiens reprennent la main sous la forme d'un piège tendu à Jésus.

15 Alors les pharisiens allèrent tenir conseil : comment le piéger par la parole ?

16 Ils lui envoient leurs disciples avec les Hérodiens en lui disant : « Maître, nous savons que tu es vrai, et tu enseignes le chemin de Dieu en vérité. Et tu ne te laisses influencer

par personne. En effet tu ne regardes pas la personne des êtres humains.

17 « Dis-nous donc ce qui te semble : est-il permis, oui ou non, de donner l'impôt à César ? »

18 Connaissant leur méchanceté, Jésus dit : « Pourquoi me tentez-vous, hypocrites ?

19 Montrez-moi la monnaie de l'impôt. »
Ils lui présentèrent un denier.

20 Et il leur dit : « De qui est cette image et cette inscription ? »

21 Ils lui dirent : « De César. » Alors il leur dit : « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu. »

22 En l'entendant, ils s'étonnèrent et, le laissant, ils s'éloignèrent.

Comment s'organise le piège ? Quelle est la stratégie ?

Tout d'abord, craignant de s'exposer encore eux-mêmes, les Pharisiens envoient leurs disciples pour interroger Jésus ; mais ils imposent la question, ôtant ainsi à leurs disciples la possibilité d'être « auteurs » de leur propre parole. Ce seront des « répéteurs » !

Et surtout, ils les envoient avec *les Hérodiens* : cette association ne manque pas de surprendre, car leurs options religieuses et politiques ne concordent pas.

N'est-ce pas « l'union sacrée » de ceux qui veulent faire tomber un adversaire commun ? Les pharisiens représentent l'observance scrupuleuse de la Loi, leur compétence concerne le religieux. Les Hérodiens représentent plutôt un mouvement sociopolitique : la question de l'impôt à payer à César renvoie donc à leur compétence.

La question n'est pas seulement politique, elle n'est pas non plus seulement religieuse.

Ils vont vouloir enfermer Jésus dans l'alternative : « *Est-il permis, oui ou non, de donner le tribut à César ?* ». C'est une question posée en termes de permis ou défendu, de transgression de la Loi ou de son application legaliste.

Si Jésus répond oui, il se met du côté des Hérodiens ; s'il répond non, il prend le parti des Pharisiens.

Leur complot consiste, non pas à mettre la main sur lui, mais à « le prendre au mot » (à la parole), à le faire parler pour « retourner » ses paroles contre lui. N'est-ce pas un moyen « détourné »

pour saper son autorité ? Hérodiens et Pharisiens se liguent pour défendre leur autorité respective face à celui qui agit avec autorité en dehors des corps constitués.

La vérité de Jésus face à la duplicité

« *Maître, nous savons que tu es vrai et tu enseignes le chemin de Dieu en vérité* ». Derrière la duplicité du compliment de ceux qui interrogent Jésus, le lecteur peut déjà entendre que Jésus, celui qui est la Vérité, ouvrira un chemin de vérité dans cette situation piégée.

Jésus, disent-ils, ne se borne pas à l'apparence des choses, à ce que les gens laissent paraître, à leur personnage, leur face sociale, autrement dit tout ce qui masque la vérité de leur être.

Et de fait, Jésus perçoit bien que la question lui est posée dans un autre but que l'écoute de sa parole. Il dévoile l'hypocrisie, c'est-à-dire le double jeu de ses interlocuteurs : ils jouent la comédie de disciples qui veulent apprendre d'un « maître », alors qu'ils ont déjà pris le parti d'être des accusateurs dans son procès.

« *Pourquoi me tentez-vous ?* » On pourrait traduire *me mettez-vous à l'épreuve ?* Jésus sera-t-il à la hauteur de la réputation de vérité qui lui

a été reconnue ?

La réponse de Jésus se révèle habile. Il n'entre pas dans le piège de la réponse tranchée en *oui* ou en *non*, qui correspondrait à une prise de position claire sur une question de société. Mais il accepte l'épreuve d'un *dire vrai*, dans l'interpellation.

Si nous n'y prenons garde, nous pourrions, nous aussi, être tentés de penser que la dernière réplique de Jésus – *rendez à César ce qui est à César...* – indique qu'on doit payer l'impôt à l'État.

Ce qui est en jeu est bien plus subtil. Le « devoir payer » n'est pas dans le texte : c'est le verbe « *donner* » (v. 17) et « *redonner* » (v.21) et non « *payer* » qui est utilisé. De quoi s'agit-il quand l'accent est mis sur *l'impôt à donner* et non sur le montant qu'on doit payer ? Quelque chose a été donné antérieurement, il s'agit de rendre un bien reçu, de le retourner à César, puisque cela lui appartient. De même, il importe de redonner à Dieu (le donateur) ce qui lui revient.

Le terrain des apparences et l'espace de la vérité

Jésus propose un détour : « *Montrez-moi la*

monnaie de l'impôt »

À partir de la pièce de monnaie dont ils disposent, puisqu'ils l'utilisent, Jésus va forger une parabole : il leur fait voir l'image (l'effigie, l'icône) et l'inscription (l'écriture), en leur demandant de qui sont-elles ?

Ils répondent d'une seule voix : « *de César* ». La réponse va de soi puisqu'elle est inscrite et figurée sur la pièce de monnaie. Mais l'important était de mettre sous les yeux de tous cette effigie et cette inscription.

La dernière réplique de Jésus comporte deux éléments : « *Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu* ».

La première injonction paraît dans la logique de la scène avec la pièce de monnaie, la seconde est plus énigmatique : que faut-il rendre à Dieu ?

Il s'agit de « *rendre* », de « *redonner* » et non de payer. Nous sentons bien que la portée de la phrase de Jésus va bien au-delà du paiement d'un impôt.

Il s'agit, d'une part, de reconnaître l'autorité signalée sur la pièce de monnaie. Mais d'autre part, cela signale qu'il y a quelque chose qui est référé à l'autorité de Dieu. Mais quoi ? Au cha-

pitre précédent, Jésus avait rétorqué à ses interlocuteurs : « *Moi non plus je ne vous dis pas en vertu de quelle autorité je fais cela.* » (Mt 21, 27)

Aurions-nous ici comme une réponse à découvrir à la question qui agitait la discussion entre Jésus et les grands-prêtres et Anciens du peuple ?

Cela nous oblige à aller plus loin : l'effigie et l'inscription, autrement dit, l'icône et l'écriture, disent à la fois ce qui est représentable (l'effigie) mais ouvrent aussi à ce que l'on ne peut pas dire, à ce qui ne peut que s'écrire.

L'effigie représente, l'écriture identifie. Pour César, pas d'ambiguïté. Mais pour Dieu ?

« **Qui m'a vu, a vu le Père** »

Les opposants de Jésus ont sous les yeux à la fois l'effigie de César et l'envoyé du Père, le Fils, l'icône du Père, la parole ultime de Dieu. L'image de Dieu n'est-il pas cet être humain où la parole s'incarne ? La vérité ne peut se dire que dans le corps parlant du Fils.

On mettra la main sur lui, mais on ne le prendra pas au piège des mots, comme si ceux-ci donnaient l'accès immédiat à la vérité. Les mots ne

peuvent contenir en eux-mêmes la vérité. C'est pourquoi Jésus parlait le plus souvent en paraboles. La parabole est ici nouvelle écriture qui dit Dieu, après la première Écriture que fut la loi de Moïse. Elle appelle à un engagement du lecteur dans un acte d'interprétation. La vérité n'est contenue ni dans une effigie ni dans une écriture, mais elle peut s'entendre et se donner à voir dans le corps de celui qui parle en parabole. Les interlocuteurs de Jésus s'étonnent et s'éloignent sans se risquer à cet acte d'interprétation qui les engagerait. Ils ne récoltent rien d'utilisable contre lui.

L'envers des choses, le caché

Ça pouvait sembler si simple d'opposer, pour les séparer, les « *choses* de César » et « *les choses de Dieu* » ! La phrase de Jésus est devenue dicton, utilisé pour justifier un cloisonnement étanche entre le domaine profane et le domaine religieux.

Une lecture attentive conduit vers une profondeur qui ne saute pas spontanément aux yeux,

tellement nous réagissons spontanément en prenant l'évangile au mot et non comme une parole adressée. Nous savons lire les effigies et les écritures que nous nous donnons. Mais quand se présente Celui qui est l'icône du Père, parlant en paraboles pour laisser à chacun la liberté d'entendre où s'origine son autorité, nous n'y voyons souvent que du feu.

Et pourtant c'est bien ainsi que la Vérité parle. Les actes qu'Il pose et les paroles qu'Il dit sont totalement référés au Père.

Peut-être faudrait-il être prudent quand nous sommes tentés d'instrumentaliser cette parole pour justifier les partis que nous prenons, fussent-ils aussi importants que ceux concernant la laïcité, les rapports entre le politique et le religieux.

En vertu de quelle autorité fais-tu cela et qui t'a donné cette autorité ? (Matthieu 21, 23)

On pourrait aussi dire cela de tout être humain.



Thierry Quinqueton
*Que ferait
Saul Alinsky ?*

L'inspirateur
de Barack Obama

Que ferait Saul Alinsky ?

par **Thierry Quinqueton**
membre de l'équipe la Mission de France de Poitiers

Avec l'élection de Barack Obama, la notoriété de Saul Alinsky a connu aux États-Unis un regain impressionnant. Inspirateur de l'actuel Président, Robin des bois des faubourgs de Chicago, modèle proposé dans les manuels de morale catholique, disciple de Karl Marx ou de Lénine pour certains, sujet de la thèse d'Hillary Clinton, ami du philosophe catholique français Jacques Maritain : cela fait beaucoup pour un seul homme ! Saul Alinsky (1909-1972) exercera pendant une quarantaine d'années son métier d' "agitateur professionnel", avec le projet de transformer des populations qui subissent leur condition en des groupes de pression incontournables. Impertinence, non-violence, humour, utilisation du conflit, grand sens tactique : autant d'armes pour que les pauvres puissent devenir partie prenante de leur vie.

Cette figure haute en couleurs des progressistes américains est à redécouvrir d'urgence aujourd'hui.

L'humanité indivisible



présenté par
Jean-Marie PLOUX

Cette fois-ci, étant donné le thème de ce numéro de la LAC, un nom s'impose pour les *Sources*, celui de notre contemporain et ami : le jésuite Paul Valadier. Né en janvier 1933, à Saint Étienne, Paul Valadier est d'abord un philosophe, grand lecteur de l'œuvre de Nietzsche auquel il a initié un certain nombre d'entre nous. C'est aussi un théologien qui a consacré l'essentiel de son travail à la morale politique. Depuis 1970, il est professeur au Centre Sèvres, mais il a enseigné aussi à l'Institut d'Études Politiques de Paris (1979-1989). De 1981 à 1989, il a été Rédacteur en chef de la revue *Études* et il dirige les Archives de *Philosophie* depuis 2000. Entre son premier ouvrage qui reprend sa thèse sur Nietzsche et le dernier : *La part des choses*, Paul Valadier a écrit vingt-cinq livres dont celui dont nous vous proposons quelques pages : *Agir en politique*, Recherches morales 5, Cerf, 1980, p. 116-118.

« Une juste formulation, non pas du dépassement de la souveraineté, mais d'un rappel de ce qui la fonde, a été récemment donné par Michel

Foucault. On se souvient qu'il formula un jugement étonné et admiratif devant la « révolution » menée au nom de l'Islam chiite contre le régime du Chah. Or l'installation en Iran de la République islamique s'est accompagnée d'exécutions sommaires après des mascarades de procès conduits par des « tribunaux islamiques ». Devant cette violence, Foucault se devait de prendre position, et c'est ce qu'il fit dans une « Lettre ouverte à Mehdi Bazagan », alors premier ministre. Il écrit ainsi à propos de la souveraineté en matière de justice pénale :

"C'est un devoir pour chaque gouvernement de montrer à tous, je devrais dire au plus obscur, au plus entêté, au plus aveugle de ceux qu'il gouverne, dans quelles conditions, comment, au nom de quoi l'autorité peut revendiquer pour elle le droit de punir en son nom. Un châtement dont on refuse de rendre compte peut bien être justifié, ce sera toujours une injustice à l'égard du condamné. À l'égard aussi de tous les justiciables.

Et ce devoir de se soumettre au jugement, quand on prétend juger, je crois qu'un gouvernement doit l'accepter à l'égard de tout homme dans le monde. Pas plus que moi, j'imagine, vous n'admettez le principe d'une souveraineté qui n'aurait de compte à rendre qu'à elle-même. Gouverner ne va pas de soi, non plus que condamner, non plus que tuer. Il est bien qu'un homme, n'importe qui, fût-il à l'autre bout du monde, puisse se lever parce qu'il ne supporte pas qu'un autre soit supplicié ou condamné. Ce n'est pas se mêler des affaires intérieures d'un État. Ceux qui protestaient pour un seul Iranien supplicié au fond d'une prison de la Savak se mêlaient de l'affaire la plus universelle qui soit."

Texte remarquable à plus d'un titre : Foucault a raison de rappeler que la souveraineté des États ne peut ignorer la visée morale qu'elle implique (au minimum assurer concorde et paix entre citoyens), et que la particularité des souverainetés ne peut être exclusive de cet universel grâce auquel les hommes se reconnaissent dans une communauté et une réciprocité de destin et de responsabilité. Bien remarquable aussi l'appel à l'universel de la part d'un homme dont l'œuvre théorique a contribué, plus que toute autre, à confondre toute prétention à l'universalité sous le terme peu flatteur d'« humanisme » et à proclamer la mort de l'homme et du sujet... Bien loin de regretter cette contradiction, il faut se réjouir de cette « revanche » de la sensibilité morale sur la ratiocination théoricienne, et de ce que cette dernière n'ait pas étouffé la première, comme les prises de position courageuses de Foucault l'ont souvent montré. On doit souhaiter assurément que la théorie s'ajuste peu à peu chez lui à la pratique, car il est grave de ruiner par la pensée les fondements de ses engagements éthiques ; il suffit de reconnaître ici que l'appel à l'universel des droits de l'homme vaut d'abord comme protestation. Mais il y a plus dans le texte de Foucault : et ce plus tient précisément dans la reconnaissance d'un universel...

Le mot ne doit pas effrayer : il veut dire très simplement et en première approximation, dans le contexte de notre réflexion, que tout homme est concerné par le sort de l'homme : non pas tant d'abord au niveau de la conscience psychologique ou du sentiment éprouvé (comment chaque individu pourrait-il porter sensiblement en lui toute la misère du monde ?), mais au niveau d'un devoir reconnu et consenti. Cette obligation est d'abord un devoir *de me dire et de me faire* solidaire et *responsable de l'homme partout où il est question de l'homme*, en vertu même de mon humanité, et de cette obligation, que je peux reconnaître comme consti-

tutive de mon existence, d'avoir à être responsable de l'humanité en moi ; je ne suis pas une chose toute faite, une réalité donnée définitivement ; j'ai à vouloir mon humanité à travers la multiplicité des relations qui tissent mon existence singulière ; dans la mesure où je reconnais que ma dignité d'homme tient dans cette obligation d'avoir à construire mon humanité (tâche spécifique de la *liberté*), je dois reconnaître du même coup que je suis conduit à vouloir une semblable liberté pour tout autre homme, parce qu'au nom même de l'humanité où je me construis, je dois vouloir que tout autre homme puisse s'accomplir.

Or ce devoir que je peux reconnaître (et donc que je peux aussi nier : la responsabilité morale est affaire de reconnaissance) implique de la part des autres hommes un droit à être reconnus comme hommes. Si Michel Foucault s'élève contre la justice expéditive des tribunaux islamiques, c'est que son sens moral l'identifie à la cause des condamnés sans procès : il reconnaît leur droit (celui de tout homme) à entendre les raisons de leur condamnation, par ceux qui détiennent le pouvoir, et cela éveille en lui le *devoir* de prendre leur parti de manière solidaire, c'est-à-dire au sens strict : à leur place. En ce sens ces condamnés ont un droit moral, non point abstrait, mais sur tout autre homme à ce qu'il se tienne mobilisé devant l'injustice ainsi faite. »

L'actualité, on s'en doute, n'est pas étrangère au choix !

- *Le Nouvel Observateur*, n° 753, 16 avril 1979, p. 46. Voir aussi le 16 octobre 1978.
- Police secrète du Shah d'Iran : http://en.wikipedia.org/wiki/Mohammad_Reza_Pahlavi Mohammad Reza Pahlavi, de 1957 à 1979
- Voir : Michel Foucault, *Les mots et les choses*, Gallimard, 1966



Pierre RABHI
**Vers la sobriété
 heureuse**

Éditions : Actes Sud, 2010

Présenté par Marie-Christine Ser

Décidément non, le livre de Pierre Rabhi ne se commente pas ! Il s'écoute, comme une conversation. Conversation de passeur de cultures. Précieuse et nourrissante.

Sous les mots, les paysages du Sud algérien se dessinent, l'oasis où son père était forgeron. Se déploie un temps immémorial, généreux des gestes d'une vie sociale impérativement solidaire parce que tenue à l'essentiel. Puis apparaissent les déchirures, le temps compté et monétarisé, un mode de vie aspiré vers un rêve de progrès... Un mirage ?

Progrès ? Pierre Rabhi interroge. Les questions qu'il pose aujourd'hui sont pour lui anciennes, enracinées dans la tristesse de voir les mains de son père dépossédées de la noblesse de son talent, et cet homme admiré déclassé de son rôle social.

Ce livre est le chant d'une vie forte, mûrie, profondément intérieure. À lire comme un poème d'éloge au meilleur de notre humanité commune, à savourer, méditer, partager. Après les désastres survenus au Japon, il est une voix plus poignante encore. À prendre très au sérieux.

Vers la sobriété heureuse - Extrait :

À la fin des années cinquante, j'étais ouvrier spécialisé d'une entreprise de la région parisienne. Mes camarades, que j'ai aimés et estimés, étaient convaincus que le monde moderne réservait un avenir quasi radieux à leurs enfants ; cela donnait un sens à leur besogne. Arc-boutés sur cette croyance, certains devenaient des sortes de missionnaires, bien que l'ambiance fût pour l'essentiel à l'athéisme et à une laïcité fortement affirmée : les effluves de la doctrine marxiste dans lesquels ils baignaient leur servant d'antidote à toute velléité spirituelle, ils avaient un contentieux très profond avec toute forme de croyance religieuse et dénonçaient la « trahison » de l'Église, bien plus proche, selon eux, du capital que du prolétariat. C'est dans le progrès qu'ils avaient foi, progrès auquel ils vouaient une sorte de culte, allant jusqu'au sacrifice de leur personne. Ils disaient : « Nous en bavons mais c'est pour que nos enfants aient une vie meilleure. Grâce à l'instruction qui nous a manqué, ils vivront loin du cambouis, auront des mains propres et lisses. Ils nous vengeront de la servitude et des mains calleuses. »

Le regret de n'être pas instruits leur donnait le sentiment de faire partie, avec les paysans, de la caste la plus basse ; il en est ainsi dans toute société qui promeut un élitisme par l'intellect.

C'était le temps des Trente Glorieuses, et il y avait de quoi s'illusionner : la machine économique fonctionnait à plein rendement, alimentée par les ressources abondantes et pratiquement gratuites du tiers-monde. En ce temps-là, comme on sait, sur une société censée nager dans la félicité planait un climat moral désabusé, probablement dû à la surabondance. « La France s'ennuie », lisait-on parfois dans la presse. Contrairement à aujourd'hui, la jeunesse avait un avenir assuré. Elle ressentait néanmoins un étrange malaise, comme si les excès de l'avoir abolissaient les besoins de l'être, la société de consommation créant simultanément besoins et frustrations. Le consommateur est à l'évidence le rouage d'une machine qui produit toujours plus, afin

que l'on consomme toujours plus. Maniant l'aiguillon crétinissant d'une publicité omniprésente, elle joue avec le consommateur et s'en joue, telle une courtisane usant de ses charmes trompeurs, lui promettant des jouissances toujours plus extatiques.

Face à ce traquenard insidieux, il y eut le sursaut de Mai 68 contre la société de consommation. Parmi les mobiles très complexes de ce soulèvement, on peut en retenir un qui est à rapprocher du propos de cet ouvrage, à savoir un désir, exprimé ou sous-jacent, de modération. Surabondance et bonheur ne vont pas forcément de pair ; parfois même, ils deviennent antinomiques. Il est probable que cette jeunesse, au-delà des idéologies alors florissantes, aujourd'hui obsolètes, auxquelles elle se référait, présentait – comme je l'avais ressenti dix ans auparavant, mais dans l'indifférence, voire la méfiance, à l'encontre des idéologies, avec leurs préceptes, dogmes, credo, etc. – la confiscation de sa propre créativité par une société matériellement trop sécurisante et pétrifiée dans un fait accompli à caractère, semblait-il, irréversible. Cette jeunesse aspirait probablement à un destin auquel le risque, l'inconnu donnent sens et saveur. La vie n'est une belle aventure que lorsqu'elle est jalonnée de petits ou grands défis à surmonter, qui entretiennent la vigilance, suscitent la créativité, stimulent l'imagination et, pour tout dire, déclenchent l'enthousiasme, à savoir le divin en nous. La joie de vivre est une valeur suprême à laquelle nous aspirons tous, mais que des milliards de dollars ne peuvent offrir. Elle est une sorte de privilège, le fait d'un prince mystérieux qui l'octroie à la chaumière et peut, à son gré, la refuser au palais le plus somptueux.

Comment, pour tout dire, ne pas douter d'une civilisation qui a fait de la cravate le nœud coulant symbolique de la strangulation quotidienne ? Cet ornement ne serait-il pas en fait une laisse tenue par la fameuse « main invisible », qui procure une sensation de libération lorsqu'elle est reléguée à la fin d'une journée dont elle a marqué la rigueur laborieuse ? De même, la sémantique révèle bien des vérités

cachées : que penser des expressions comme matériel humain, statut, cadre ? Toutes ces observations ne sont-elles pas révélatrices d'une vérité fondamentale, à savoir le caractère dérisoire de cet être humain pris dans la société de l'argent-finance, une fois intégré un système de valeurs fondé sur l'excellence, la compétitivité, et ce, dès la phase d'apprentissage de la vie, et promouvant toutes les vanités attachées à la réussite sociale ? Celle-ci n'est pourtant pas garante d'une vie pleinement réussie.

Ce réquisitoire n'est pas dressé contre les individus, mais contre la doctrine même. La modernité qui nous a été imposée est dénuée des valeurs généreuses dont elle se targue, comme pour mieux les trahir... L'état du monde, de la nature et du genre humain témoigne de ce caractère fallacieux. »

"Il faut se mettre dans une attitude de réceptivité, recevoir les dons et les beautés de la vie avec humilité, gratitude et jubilation."

Pierre Rabhi

Pierre RABHI est à l'origine de nombreuses structures, notamment :

- **Colibris** une plateforme de rencontre et d'échange.
Site : www.colibris-lemouvement.org/
- **Terre et humanisme** oeuvre à la transmission de l'agroécologie pour l'autonomie alimentaire des populations et la sauvegarde des patrimoines nourriciers...
Site : www.terre-humanisme.org/
- Il anime un blog : www.pierrerabhi.org/blog/index.php